

DOCUMENTATION RELATIVE A LA QUESTION INDONESIENNE PRESENTEE  
A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE REPRESENTANT DES PAYS-BAS

## Note du Secrétaire général

Le représentant des Pays-Bas a adressé la documentation ci-jointe à l'Organisation des Nations Unies, en demandant qu'elle fût distribuée comme document du Conseil de sécurité. La lettre d'envoi contenait les explications suivantes :

"Lorsqu'il a pris la parole devant le Conseil de sécurité, le 31 juillet 1947, au cours du débat sur la question indonésienne, le représentant des Pays-Bas, M. E.N. Van Kleffens a fait un exposé des raisons qui ont contraint le Gouvernement des Pays-Bas à entreprendre des opérations de police à Java et à Sumatra et il a déclaré qu'une documentation relative à cette question serait adressée au Conseil en temps utile.

"Au cours de son exposé, M. Van Kleffens a évoqué entre autres le blocus alimentaire auquel la République d'Indonésie soumettait les territoires occupés par les forces néerlandaises, ainsi que les incidents qui se sont produits dans la région de Surabaya-Modjokerto.

"J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe, au nom du Gouvernement des Pays-Bas, la documentation ci-après concernant les deux questions susmentionnées :

- a) Un exposé historique de la situation alimentaire en général et du blocus alimentaire que la République d'Indonésie exerce, en particulier dans les îles de Java et Sumatra. Cet exposé contient un aperçu des conditions d'existence avant la guerre, après la capitulation du Japon et après les opérations de police. A ces exposés sont jointes un certain nombre d'annexes contenant des rapports relatifs à diverses parties de Java et de Sumatra.

- b) Un aperçu historique des événements qui se sont déroulés à proximité de Surabaya entre le mois d'octobre 1946 et le mois d'avril 1947. Cet aperçu permettra de se faire une idée des destructions inutiles et des souffrances provoquées volontairement par des éléments illégaux de la République indonésienne."

La lettre spécifie également que les exposés ont été établis par le Gouvernement des Indes néerlandaises.

Par une lettre en date du 26 septembre 1947, le représentant des Pays Bas aux Nations Unies a transmis les documents supplémentaires suivants :

- c) Un rapport sur les recherches concernant les Européens assassinés ou manquants et la libération des Européens internés (voir page 59 )
- d) Une lettre de la Communauté indienne de Medan accompagnée d'un rapport sur les Indiens et les Chinois vivant sur la côte orientale de Sumatra (voir page 65 )
- e) Un ordre du commandant républicain de la zone de Madura concernant la mise en liberté des criminels détenus (voir page 74 )

Blocus alimentaire exercé contre les parties des  
des îles de Java et de Sumatra placées sous le contrôle  
des Pays-Bas.

I. Situation avant la guerre

Avant la guerre, l'Indonésie disposait de produits alimentaires largement suffisants pour répondre aux besoins de sa population. Au cours des dernières années qui ont précédé la guerre, l'Indonésie était même en mesure de pourvoir entièrement à ses besoins en riz. C'est ainsi qu'à Java et à Madoura, au cours de la dernière année normale de la période d'avant-guerre (1939), les quantités disponibles, par tête d'habitant, s'élevaient à :

83 kgs de riz  
39 kgs de maïs  
159 kgs de cassave et  
environ 30 kgs d'autres produits alimentaires.

Les produits alimentaires n'étaient pas seulement abondants sur les marchés, mais les prix étaient aussi remarquablement bas. C'est ainsi que le riz coûtait à cette époque environ 7 cents le kilo, le maïs 4 cents et la cassave 1 cent.

Etant donné qu'en Indonésie le prix de tous les articles de consommation courante représente une certaine quantité de riz et que ce prix se trouve dans un rapport constant avec le prix du riz, il est manifeste que le niveau des prix pratiqués en Indonésie était particulièrement bas et que même les plus humbles salariés, dont le salaire journalier ne dépassait pas 30 cents, pouvaient amplement suffire à leurs besoins vitaux.

Cette situation changea très rapidement pendant l'occupation japonaise par suite de l'incompétence de l'administration japonaise. L'Indonésie demeurait néanmoins un riche pays agricole et après la capitulation au Japon on parvint, avec des moyens limités, à relever la production des denrées alimentaires à un niveau à peu près égal à celui d'avant-guerre.

## II. La situation après la capitulation du Japon

Après la capitulation du Japon, il fallut, sous la direction des autorités militaires britanniques, prendre d'urgence les mesures nécessaires pour améliorer la situation alimentaire, en vue d'assurer aux régions déficitaires un ravitaillement régulier en riz.

Etant donné que les récoltes excédentaires proviennent principalement des champs de riz situés à l'est de la ville de Batavia et dans la partie orientale de l'île de Java, le ravitaillement en riz ne pouvait évidemment être rétabli que moyennant la collaboration étroite des autorités républicaines. Les négociations entamées à cet effet avec lesdites autorités ont porté au début sur le ravitaillement de la ville de Batavia, capitale et ville principale de l'Indonésie. Dès le mois de février 1946 un "Food Control Board" fut créé et cette fin à Batavia. Cet organisme était chargé de veiller à l'acheminement et à la distribution des vivres et en particulier du riz destiné à la population de cette ville. Etant donné qu'il devait encore s'écouler plusieurs mois avant la nouvelle récolte, il fut convenu avec l'administration indonésienne chargée du ravitaillement qu'en contrepartie du riz fourni par les territoires soumis au contrôle de la République, le Gouvernement des Indes néerlandaises livrerait des produits textiles, divers autres produits, ainsi que des matières premières. C'est ainsi que le Gouvernement des Indes néerlandaises livra environ 39.000 yards de textiles aux autorités républicaines, et qu'il fit distribuer environ 7.000 tonnes de riz fourni par le Conseil international de la crise alimentaire, à valoir sur les livraisons de riz à effectuer par les autorités républicaines à la population indonésienne de Batavia. Or, il apparut ensuite que les autorités républicaines ne respectaient pas leurs engagements. Sommées à plusieurs reprises d'effectuer les livraisons promises, les autorités républicaines prétendirent qu'elles étaient tout disposées à faire honneur à leurs engagements, mais qu'elles ne

pouvaient pas livrer de riz par suite de l'insuffisance des stocks disponibles. Toutefois, vers la même époque, le Premier Ministre de la République, M. Sostan Sjahrir, promit au Gouvernement de l'Inde de lui livrer 500.000 tonnes de riz (700.000 tonnes gabah).

Malgré ce début peu prometteur, les autorités néerlandaises ne perdirent pas courage et poursuivirent leurs négociations avec les autorités républicaines, par l'intermédiaire des autorités britanniques. A la suite de ces négociations, les représentants de la République indonésienne promirent formellement, au nom de leur gouvernement, qu'à compter du mois de novembre 1946, les quantités de vivres ci-après seraient expédiées chaque mois à Batavia :

- 2.000 tonnes de riz
- 3.000 tonnes de paddy
- 2.000 tonnes de maïs
- 500 tonnes de katjang idjoe (Kedele)
- 500 tonnes de farine de tapioca

En outre, les autorités républicaines promirent de prendre toutes mesures utiles afin de pouvoir effectuer les livraisons de riz suivantes

- 11.000 tonnes de riz par mois, à livrer aux villes javanaises placées sous le contrôle des Pays-Bas;
- 1.000 tonnes de riz par moi, à livrer aux villes de Sumatra placées sous le contrôle des Pays-Bas;
- 5.000 tonnes de riz par mois, à livrer aux îles orientales de l'archipel;
- 6.000 tonnes de riz par mois, à livrer aux îles occidentales de l'archipel.

Toutefois, aucune de ces assurances, aucune de ces promesses n'a eu de résultat concret. Ni les 7.000 tonnes de riz avancées à la République indonésienne par le Gouvernement des Indes néerlandaises, qui les avait prélevées sur ses faibles stocks - et qui lui avaient été attribuées par le Conseil international de la crise alimentaire -, ni les 50 camions (moins des pièces détachées, de l'essence et de l'huile nécessaires), prêtés par l'armée britannique à la République indonésienne pour le transport du riz destiné à Batavia (mais qui furent utilisés par les autorités républicaines à des fins militaires),

n'ont été rendus au Gouvernement des Indes néerlandaises.

L'armée républicaine (la Tentara Republik Indonesia; qui devint plus tard la Tentara Nasional Indonesia) amena des renforts le long de la ligne de démarcation qui longeait la rivière Bekasi et qui séparait le vaste réservoir à riz qu'est la plaine de Krawan de la ville de Batavia, pour empêcher les marchands chinois et indonésiens de fournir du riz aux habitants de Batavia.

La situation est la même en ce qui concerne les autres villes importantes de Java soumises au contrôle des Pays-Bas. La TRI, appelée plus tard TNI), encercla entièrement la ville de Semarang afin d'empêcher tout transport de vivres à destination de cette ville. Il fallut amener le riz dans la ville par d'autres moyens et le ravitaillement en légumes dut s'effectuer par la voie aérienne.

A Sourabaya, la situation alimentaire ne faisait qu'empirer par suite du blocus alimentaire exercé par l'armée républicaine. Après la légère amélioration que l'on put constater après la signature de l'Accord de Linggadjadi à la fin de l'année 1946, survint une période de vexations cruelles dont la plus terrible fut l'inondation préméditée du delta de Sidoardjo qui dévasta entièrement des milliers d'hectares de rizières.

Les républicains se comportèrent de la même façon dans l'île de Sumatra. Depuis la fin de 1946, les troupes républicaines avaient isolé les villes de Medan et de Padang d'une manière si complète que la population aurait été victime de la plus terrible famine si des vivres n'avaient été amenés par d'autres moyens. La situation à Medan devint tellement critique que le bourgmestre républicain de cette ville dut faire des démarches auprès des autorités républicaines en dehors de cette ville pour leur demander de modifier leur attitude, et en tout cas de laisser passer de petites quantités de vivres pour les fonctionnaires républicains qui se trouvaient à Medan. Au mois

de mai 1947, le consul de Chine à Medan se rendit à la petite ville de Pematang Siantar, quartier général de l'armée républicaine, située à l'intérieur du pays, pour demander de l'aide en faveur de la population chinoise de Medan qui était totalement dépourvue de vivres. Sur sa demande, le Gouverneur républicain Hasan répondit que l'on n'enverrait du riz que si les Chinois habitant Medan payaient d'abord leurs impôts à la République. La TRI plus tard dénommée TNI posait des conditions auxquelles il était plus difficile encore de satisfaire et ne prétendait fournir des vivres qu'en échange d'armes. En exemple de la sévérité du blocus alimentaire, on pourrait encore citer un incident qui s'est produit à Medan le 13 février 1947. Le Résident républicain et les fonctionnaires qui l'accompagnaient, rentrant à Medan après avoir visité l'intérieur du pays, furent arrêtés près de cette ville par une patrouille républicaine s'opposant à ce que le Résident transportât une petite quantité de vivres réservée à sa consommation.

Depuis la fin de 1946, le ravitaillement de Padang s'est effectué presque uniquement par la voie aérienne.

La situation était la même à Palembang. Cette ville était également privée de tout ravitaillement en provenance de l'intérieur par suite des mesures sévères prises par les autorités républicaines.

Si l'on considère que le Gouvernement des Indes néerlandaises devait à Java et à Sumatra assurer à lui seul le ravitaillement des villes (y compris les régions avoisinantes) placées sous son contrôle, soit au total près de cinq millions d'âmes, dont quatre millions et demi environ d'Indonésiens, il est évident que la conduite des autorités républicaines a non seulement compliqué considérablement la tâche du Gouvernement des Indes néerlandaises, mais encore a mis le Gouvernement dans la quasi impossibilité de rassembler assez de vivres pour les besoins de cette population indonésienne.

Devant pareille situation, le Gouvernement des Indes néerlandaises a fait tous ses efforts pour importer les plus grandes quantités possibles de riz par l'intermédiaire de l'IEFC (Conseil international de la crise alimentaire). L'IEFC n'avait malheureusement pas assez de riz à sa disposition pour

satisfaire aux demandes du Gouvernement des Indes néerlandaises; en outre, cet organisme estimait que les villes en question pouvaient compter que l'intérieur du pays leur fournirait une certaine quantité de denrées alimentaires de première nécessité surtout après la signature de l'Accord de Linggadjati.

Les quantités de riz importées ne suffirent même pas à couvrir les besoins minima. En conséquence, les prix augmentèrent de jour en jour, au point qu'au cours du premier trimestre de 1947, le riz coûtait dans les villes de Java, de 4 à 5 florins le kilo, et dans les villes de Sumatra, de 8 à 10 florins le kilo. Bien que le Gouvernement des Indes néerlandaises se soit efforcé de remédier à cet état de choses en vendant largement à perte du riz importé, à raison de 15 cents le litre (environ 200 gr.) le prix très élevé du riz entraîna une hausse considérable du prix des autres produits. Nombreux furent ceux qui eurent à pâtir de cet état de choses et parmi eux, un nombre considérable d'Indonésiens. La situation empira encore par suite de l'impuissance de l'administration républicaine à organiser, dans les territoires relevant de son autorité, une distribution quelque peu rationnelle des vivres disponibles. Tous ceux qui se trouvaient à cette époque dans les grandes villes de Java et de Sumatra, se souviendront de la misère des innombrables réfugiés indonésiens qui avaient fui les territoires républicains pour chercher asile dans les territoires soumis aux autorités néerlandaises et qui, par leur présence, compliquèrent encore le ravitaillement déjà insuffisant des territoires déficitaires.

Après la signature de l'Accord de Linggadjati, le 25 mars 1947, pour mettre en pratique le principe de coopération prévu dans cet accord, le Gouvernement des Indes néerlandaises a abordé en premier lieu au cours de ses négociations avec les autorités républicaines l'organisation du ravitaillement de toute l'Indonésie, étant donné que ce territoire doit être considéré comme une unité économique. Au cours de ces conversations, on a fait valoir qu'il était de l'intérêt de la population d'effectuer le plus rapidement possible

des achats collectifs de riz dans les territoires à récoltes excédentaires en vue d'assurer le ravitaillement des territoires déficitaires.

En même temps, les autorités républicaines furent instamment priées de contribuer avant tout à couvrir les besoins alimentaires de l'Indonésie avant de reprendre les fournitures de riz promises à l'Inde. Les représentants des Pays Bas proposèrent de créer un fonds alimentaire commun pour s'occuper de ces questions.

Les très longues négociations, dont ces questions firent l'objet, n'ont abouti à aucun résultat concret. Les autorités républicaines ont exprimé le désir de disposer à leur gré de leurs excédents de vivres et refusèrent toute forme de collaboration.

### III Situation après les opérations de police

Au cours des opérations de police effectuées dans les îles de Java et de Sumatra, pour rétablir l'ordre, la tranquillité et la sécurité, de nombreuses installations, importantes au point de vue économique, ont été détruites ainsi que des granges remplies de paddy destiné au ravitaillement de la population affamée et de nombreuses rizeries.

46 % des rizeries situées dans l'important centre rizier s'étendant à l'est de Batavia (district de Krawang) ont été détruites ou incendiées. L'importante et moderne rizerie de l'Anglo Dutch Plantations, dans la province de Soebang, a été détruite, ainsi que diverses rizeries situées dans les autres centres rizières de Java.

Cependant, on s'efforce partout de rassembler et de stocker du paddy et du riz sous la direction du Fonds alimentaire du Gouvernement des Indes néerlandaises. Le riz sera transporté par route et par voie ferrée vers les territoires déficitaires, et les rizeries qui n'ont pas été endommagées travailleront sous peu à plein rendement, afin de pouvoir transformer le plus rapidement possible le paddy destiné au ravitaillement.

Bien que différentes bandes armées retardent le rétablissement de l'ordre et de la sécurité, au détriment de la population qui s'est traduite notamment par une baisse constante des prix du riz (partie occidentale de Java : les prix varient de 60 cents à 1 florin le kilo - partie orientale de Java : de 30 cents à 1 florin le kilo - partie nord de Sumatra : 1 florin 50 le kilo - partie sud de Sumatra : de 1 florin à 1 florin 50 le kilo). Il s'ensuit que cet aliment de base est de nouveau à la portée de la population indonésienne.

Le Fonds alimentaire espère que, grâce à une meilleure répartition des quantités de vivres disponibles, cent cinquante mille tonnes de riz récoltées à Java pourront être affectées au ravitaillement des territoires déficitaires. Si ce plan réussit la menace de famine sera écartée et la population pourra cultiver en paix ses sawahs avec l'espoir que la prochaine récolte sera plus abondante.

Renseignements concernant le blocus alimentaire  
exercé contre les territoires occupés par  
l'armée néerlandaise

(Point A 7)

Provenance	Teneur	Appréciation
	I Partie occidentale de Java	
Télégr. Cmdt 7 Déc Div. du 13.11.46 N°. 6630	Lasjkar Rakjat s'oppose à tout transport de riz via Krawang à destination de Batavia	
Amacab-rapport du 18 nov. 46 N°.264	Tout le riz en provenance de Krawang est confisqué	
Rapp.hebd.7 déc. période du 7 au 15 nov. 1946 n° 2	A Tangerang le transport des vivres est complètement arrêté . Les mesures prises pour s'opposer au transport à destination de notre territoire ont été renforcées.	
Rapp. hebd. B-Div. Bandoeng, période du 12 au 18 nov. 1946 N°. 2974 M	Les forces républicaines continuent de s'opposer à tous échanges commerciaux avec les territoires occupés. Le contrôle est principalement exercé par l'organisation P.T. qui réprime impitoyablement toute infraction.	

Agents spéciaux

Message du Chef d'état-major de la  
section 2 de la troisième brigade  
T R I (Poerwakarta) au Chef du Bureau  
des opérations, I Div. (Soemedang :  
Le 2 déc. 1946, un blocus économique  
(boycottage) a été institué et s'est  
étendu au territoire occupé par  
l'ennemi.

A-2

Agents spéciaux

25 jan. 1947

Message du commandant II Div. T R I  
(Poerwokerto) au commandant du secteur  
4 (Tandjoengsari) :  
Etant donné que dans le secteur 4, il  
n'est pas possible de soumettre l'enne-  
mi à un blocus économique complet, je  
vous prie de me faire savoir si vous  
avez pu libérer des troupes de la  
II div. pour les affecter au secteur 4

Agents spéciaux

14 mars 1947

Message du commandant de la IV brigade  
T R I (Garuet) au cdt du poste de  
Perdjoeangan (Tjiawi) :  
..... Prière de placer des sentinelles  
à Tjiwidej, Lamboerani et Tjotjalengka,  
ainsi que sur tous les chemins obscurs  
qui sont utilisés pour la contrebande  
de produits alimentaires à destination  
de l'extérieur. Prendre des mesures  
radicales.

A-2

Note : Par "extérieur" il faut entendre  
à l'extérieur du territoire républicain.

Radio de la République  
d'Indonésie (R.V.D.)  
Monitoring)

18 févr. 1947

C-3  
Le 18.2.47, la radio de la République d'Indonésie a fait savoir que les autorités municipales de Batavia (Djakarta) se chargeraient de l'importation de vivres à destination de Batavia, par l'intermédiaire du Bureau central du commerce (Bureau municipal) et de la centrale des coopératives (Institution municipale). L'importation et l'exportation de marchandises ne peut se faire qu'avec l'autorisation du Bureau d'achats officiel de Batavia, chargé de l'octroi des licences d'importation.

B.K. Batavia

18 mars 1947

Le 12 mars 1947, le "Djawatan Eeconomie" (Service des questions économiques) a déclaré qu'aucune licence ne sera plus accordée pour importer à Batavia des marchandises provenant de l'intérieur du pays. Ces produits de consommation pourront donc être exportés d'une manière ou d'une autre, par Singapour par exemple. Les autorités militaires ont reçu l'ordre de saisir d'office les marchandises transportées sans laissez-passer de Djccja.

Antora-Communiqué de  
presse du 2.4.47

Depuis le 1.4.47, le service des douanes a installé à la gare de Tjikampek un poste d'inspection qui aura, entre autres, pour mission de surveiller le transport des marchandises à destination et en provenance de Djakarta.

Rap. sit. Cdt.  
Partie ouest de Java  
2 juin 1947

La police militaire a institué un blocus économique à Tjikampek. Toutes les licences particulières pour l'importation des marchandises à destination de Batavia ont été retirées.

Agents spéciaux  
5 juin 1947

Rapport du commandant III b<sup>g</sup>de TRI (Poerwakarta) au commandant I div. TRI : "Nous avons levé le blocus du riz à la suite d'un décret émanant des autorités supérieures (Ministre de la prévoyance sociale). En conséquence, de grandes quantités de riz sont arrivées à Batavia. Nous avons repris et intensifié le blocus du riz à partir du 1er juillet 1947.

Agents spéciaux  
15 juillet 1947

Le 14.7.47, le capitaine Djohro a fait savoir de Tasikmalaja à la section I V. b<sup>g</sup>de TRI (Chéribon) que le blocus dirigé contre l'ennemi était intensifié. Le commandant militaire de Djikampek a prié le Ministre de la prévoyance sociale de le

charger officiellement de diriger  
le blocus économique contre la  
ville de Batavia, étant donné  
qu'en général la coordination  
fait absolument défaut dans ce  
domaine.

Note : Ceci constitue vraisemblable-  
ment une tentative en vue de  
supprimer le poste de douane  
civil et de placer le contrôle  
entièrement aux mains de l'armée.

Renseignements concernant le blocus alimentaire  
exercé contre les territoires occupés par  
les forces néerlandaises

(Point A)

Provenance	Teneur	Appréciation
	II Java - partie centrale	
B.K. Semarang NO.NS/WO 3/8646 31 déc. 1947 III/MI/179	Pengkol. Quelques soldats et patrouilles de l'organisation P.T. terrorisant la population des villages. Une femme venant de Pengkol est arrivée à Sema- rang et a raconté, entre autres, que son mari avait fait des transactions avec des habitants de Semarang. Ces transactions ayant été découvertes, on l'avait obligé à creuser une fosse; au moment où cette fosse allait être prête, il avait été abattu.	C-3
Terr. (en même temps Trpn) Commando (OOT) du 6/2 au 13/2-47	Des habitants du village de Kaliantjar (98210) qui avaient trafiqué avec des habitants de Semarang, ont été contraints par les membres de l'organisa- tion P.T. à leur verser une	

certaine somme. A leur arrivée, de nouveaux membres de cette organisation ont arrêté plusieurs civils et effectué plusieurs perquisitions au cours desquelles ils se sont appropriés des vivres et des vêtements. La population masculine s'est enfuie; 77 hommes ont réussi à gagner le territoire occupé par l'armée néerlandaise. Les femmes ont été enfermées au Q.G. de Kaliantjar et molestées.

B.K. Semarang  
NO.NS/WC 1/11143  
15 mars 1947  
I/PE/226

.....Des Indonésiens auraient été de nouveau maltraités par des P.T. pour avoir commercé avec les habitants de Semarang.

B.K. Semarang  
NO.NS/WO 3/11358  
24 mars 1947  
III/MI/371/17

.....Quelques membres du BPRI ont à plusieurs reprises prêté assistance à des marchands de riz et les ont accompagnés au cours de leurs déplacements vers Semarang. Ce fait fut découvert par le P.T. qui a désarmé les membres du BPRI. Le lendemain, pour éviter d'être internés, ces derniers, au nombre de 53, se sont enfuis à Semarang.

C - 0

B.K. Semarang  
NO.NS/WO 3/11609  
3 avril 1947  
III/MI/389/19

Les commerçants qui désirent se rendre à Semarang pour y vendre leurs marchandises sont roués de coups lorsque ce fait est découvert.

Cdt. Bgde "T"  
Tél n°. 4991/2  
3 avril 1947

Les marchands de riz de la partie occidentale de l'île rapportent que le P.T. terrorise cette région: les commerçants sont arrêtés, maltraités, mis à mort, et leurs marchandises confisquées.

B.K. Semarang  
NO.NS/WC 1b/12187  
19 avril 1947  
I/EE/266

Des groupes de paysans pénétraient toujours à Semarang; sur le chemin du retour, ils s'empres- sent de couvrir leurs marchan- dises (vêtements) de boue car ils craignent que les membres du P.T. viennent à découvrir que ces étoffes sont neuves. Ceci indi- querait qu'ils ont fait commerce avec les habitants de Semarang et les conséquences suivraient im- médiatement.

B - 1

B.K. Semarang  
NO.NS/WO 3/13008  
24 mai 1947  
III/MI/476/19.

On signale qu'à plusieurs repri- ses des bateliers de Japara, Weleri et Kendal, ont été interrogés et maltraités pour avoir transporté des marchandises à Semarang.

Renseignements concernant le blocus alimentaire

exercé contre les territoires occupés

par les forces néerlandaises

(Point A)

Provenance	Teneur	Appréciation
III. Java-partie orientale		
Rapport journalier VDMB 18/12/46	Sidoardjo. On trouve dans tous les postes quelques membres du Polisi Tentera pemberitan qui sont chargés notamment d'empêcher tout commerce avec les territoires ennemis. Le quartier général du PTP se trouve à Djocja. Le quartier général pour le fonds de Sourabaya se trouve à Sidoardjo.	
Rapport ind. n° 228 A. Div. 23/12/46	Le 19.12.46, il a été interdit aux habitants de Kedaman de transporter du riz à destination des territoires occupés par les Néerlandais. Le contrôle est exercé par la "Polisi Istimewa" qui détrouse les contrevenants.	
OOT n° 1 A. Div. du 26/12/46 jusqu'au 2/1/47 inclus.	Autour de Sourabaya, l'adversaire a de nouveau pris des mesures énergiques pour empêcher le commerce avec les Néerlandais et pour réprimer l'utilisation de la monnaie NICA. On signale que de nombreux commerçants ont été enlevés ; on signale également des cas de mauvais traitements et de vengeance par le feu.	

NEFIS document  
n° 3264 (saisi à  
Modjokerto)  
18/3/47

Modjokerto; 8.2.47. Demandes et propositions  
présentées au cours de la réunion : le  
blocus économique doit-il être maintenu ?  
La conduite à suivre dépendra des communiqués  
du front. Le mieux serait, dans cette affaire,  
de consulter le Président.

OOT n° 3A  
Div.  
du 27/2 au  
6/3/47

L'organisation ALRI a envoyé plusieurs  
individus en territoire occupé pour y  
voler du poisson destiné à la pisciculture  
et le transporter dans la région située  
au sud du village de Porong. Des unités  
ennemies cantonnées au sud du village  
menacent de mort quiconque voudrait  
commercer avec le territoire occupé.

Rap. Sit.  
Div. A  
12/4/47

10 4.47. Le commerce assez intense entre  
Modjokerto et les territoires non occupés  
est fortement entravé depuis quelques jours  
par le TRI qui confisque marchandises  
et argent.

Rap. Sit.  
Div. A  
19/4/47

Le TRI s'oppose à tout commerce avec le  
territoire néerlandais près du village de  
Betiring 3590.

Rap. Hebdom.  
Div. A  
19/4/47

Les relations commerciales sont toujours  
fortement entravées.

Intercept  
B.K.Sourabaya  
24/5/47

22.5.47. Gen. Maj. Moestopo Cdt Q.G. en A-2  
campagne, est de Java, au Lt. Col. Latif  
Cdt de secteur VI Div. "Le blocus alimentaire  
doit être intensifié"

- Rap. ind. 5.6.47. District Pandanaroem. Il n'y a C-3  
Egde H.K. Mar. pour ainsi dire aucune marchandise en  
4/6/47 provenance des territoires républicains,  
cela est dû au sévère contrôle exercé par  
la TRI sur ceux qui se rendent au marché.
- OTT n° 25 Secteur de Modjokerto. On reconnaît de  
Div. A plus belle de terroriser la population  
12-19/6/47 dans le but d'empêcher tout commerce avec  
le territoire occupé par nos forces.
- Rap. Hebd. n° 53 Trawas. La TRI continue à s'opposer à  
VDMB du 17 tout commerce avec le territoire occupé.  
au 23/6/47 inclus
- Rap. Hebd. secret 19.6.47. L'ennemi a réussi en terrorisant  
n° 25 la population à arrêter tout commerce  
Div. A dans le secteur de Modjokerto.
- Rap. Ind. 20.6.47. Trawas : Le Tentara interdit aux  
N° 482 marchands de se rendre vers le nord sous  
VDMB 21/6/47 peine de confiscation de leurs marchandises  
et de sévices corporels.
- OOT n° 26 La Polisi Oemoen (police générale) de  
Div. A Modjokerto a fait preuve de sentiments  
du 19 au 26/6/47 antinéerlandais en s'opposant notamment au  
transport du bétail destiné à Scurabaya. Elle  
a donné comme prétexte qu'il n'était pas  
nécessaire d'améliorer le ravitaillement des  
néerlandais !

Ri 921/G

B.K. Sourabaja

4/7/47

L'importation des articles de fumeurs à  
Modjokerto est interdite étant donné que ces  
articles sont vendus aux Néerlandais.

Rap. Sit.

Secteur de Tjerme.

G. 216

Le T R I punit de mort toute tentative de commerce  
avec le territoire occupé par les Néerlandais.

Div. A

30/7/47

RESIDENCE DE PALEMBANG

BLOCUS ALIMENTAIRE

- Brig. "Y"                      B.2                      La T R I interdit aux habitants de vendre  
Rap. int.                      7                      leurs marchandises en territoire occupé par  
N° 147                      les Néerlandais. Cette interdiction n'a  
du 23 au 24/4/47                      toutefois pas de caractère officiel.
- Brig. "Y"                      C.3                      A Pajakaboeng le riz et les légumes destinés  
Rap. int.                      à Palembang, sont confisqués au profit de la  
N° 149                      garnison de la T R I  
du 28/4 au 5/5/47
- Nefis B.K. Plg.                      A.2                      Depuis le 8/5/47 le Résident de Palembang  
12/5/47                      interdit d'importer, à Lahat, du riz venant  
de Palembang à l'exception de petites quanti-  
tés réservées à la consommation personnelle.
- Brig. "Y"                      C.3                      A Praboemoelih, s'est tenue une réunion du  
C C T                      Masjoemi. Kijai Hadji Haroen Ali, (étudiant  
N° 28                      appartenant au groupe qui est arrivé récemment  
du 15 au 22/5/47                      du Caire en Indonésie) a demandé avec insis-  
tance d'organiser le boycottage des territoires  
occupés par les Néerlandais. Par suite du ren-  
chérissement du coût de la vie, les Indonésiens  
seront obligés de quitter ces territoires. Le  
boycottage doit être appliqué d'une manière  
très habile, en collaboration avec la population  
chinoise.



à Poelau sont barrés par des détachements républicains postés à deux kilomètres de la ville.

B.2 La population de Kertapati se plaint que les soldats républicains stationnés à Pajakaboeng confisquent le riz, ce qui aggrave la situation alimentaire.

Nefis

B.3 Quatre pirogues chargées de dejerocks (oranges) appartenant à un marchand de fruits ont été confisquées par la T.R.I sous prétexte que l'équipage avait emporté une petite quantité de riz pour sa consommation pendant le voyage.

B.K. Plg.

Rap. journalier 39

20/6/47

COTE OCCIDENTALE DE SUMATRA ( Blocus alimentaire )

Provenance

Teneur

Rep. Sit. PADANG

1/5/47

Le blocus alimentaire a été intensifié sur les chemins situés à l'est de Padang.

FTC PADANG

22/5/47

Par ordre des autorités républicaines, le transport des vivres assuré par les chinois a été entièrement arrêté.

Rep. Nefis PADANG

Rep. mil. Journ. n° 62

29/5/47

Le blocus alimentaire de Padang a été complètement rétabli.

TPC PADANG

4/6/47

Arrêt complet des fournitures de fruits et de légumes que les Chinois livraient aux autorités militaires néerlandaises à Padang et aux personnes occupées par la "NICA".

Le transport de vivres par les chinois de l'intérieur du pays est devenu un sujet de discorde entre l'administration du N R I et la T R I. Malgré l'interdiction du Résident Rasjid, la T R I continue ses échanges commerciaux avec Padang.

Nefis PADANG

24/4/47

A l'extérieur de la ligne de démarcation orientale, la police militaire arrête les personnes qui pénètrent dans la zone occupée ou qui en sortent avec de la nourriture et ne leur permet de vendre leurs marchandises qu'à cinq kilomètres de la ligne de démarcation.

"Obor Ra'jat"  
15/7/47

A.1. Décret publié à Lahat, le 6/7/47, par le Conseil de défense de la résidence de Palembang, concernant le transport des produits de première nécessité (article 4 du décret du Conseil national de défense n° 15).

Une licence spéciale est nécessaire pour le transport des produits de première nécessité parmi lesquels figurent :

- a) riz, quantité supérieure à 16 kilos
- paddy " " " 30 kilos
- maïs " " " 16 kilos
- b) gaplek " " " 16 kilos
- c) - - - - -
- d) - - - - -
- e) bétail - - - - -
- f) viande de boucherie, quantité supérieure à 1 kilo.

Brig. "Y"  
O.O T  
du 3 au 10/7/47

A.2. Tout transport de riz et de légumes est arrêté par la T R I à la ligne de démarcation. Le 8/7/47, le Sous-Gouverneur Isa a protesté contre cet état de choses auprès du Résident de Palembang à Lahat ; il a insisté pour que le transport du riz puisse s'effectuer librement.

Nefis  
B.K. Plg.  
N° 0154/B  
10/7/47

A.2. Le Résident de Palembang à Lahat signale au Sous-Gouverneur de Palembang que le transport du riz n'a pas été arrêté ; on a simplement fait le nécessaire pour pourvoir au ravitaillement de la ville de Palembang.

Brig. "Y" B.3

Rap. int.

N° 170

du 10 au 14/7/47

Le 13/7/47, à un croisement de routes, en-deçà de la ligne de démarcation, une patrouille de la T.R.I. a dépouillé de leurs marchandises et de leur argent des habitants du village de Lingkis (situé en-deçà de la ligne de démarcation), alors qu'ils rentraient du marché de Simpang Ramboetan. Elle a notamment pris à un de ces habitants une somme de 40.000 florins (japonais).

Police gén.

Plg. n° 68

C.D./secret

11/7/47

Des agents de la police du N R I. ne se contentent pas d'exiger des voyageurs qui arrivent en auto à Palembang, une certaine somme d'argent comptant, mais ils prélèvent également une certaine quantité du riz ou des autres produits alimentaires trouvés en leur possession.

Brig. "Y"

B.3

Rap. int.

N° 170

du 10 au 14/7/47

L'importation de riz dans les territoires placés sous contrôle néerlandais est toujours interdite. Ce sont surtout les troupes de l'Hizboellah qui s'opposent à cette importation et qui continueront de le faire, même si M. Isa donnait l'ordre d'expédier du riz ou des produits alimentaires à Palembang.

HISTORIQUE DES EVENEMENTS QUI SE SONT DEROULES A  
PROXIMITE DE SOURABAJA D'OCTOBRE 1946 A  
AVRIL 1947

Approvisionnement de la ville en eau potable

1. Au cours des combats qui eurent lieu autour de Sourabaja en 1945 et en 1946, les canalisations amenant à la ville l'eau potable provenant des sources situées à plusieurs dizaines de kilomètres, ont été si gravement endommagées qu'il devint impossible d'assurer l'approvisionnement de la ville en eau. On s'est donc vu dans l'obligation de filtrer, dans la ville, l'eau de la rivière Brantas; l'approvisionnement en eau dut se faire également à l'aide de puits. Pendant la mousson sèche, le niveau de l'eau de la rivière et des puits baissa considérablement. Cette situation ne devint toutefois critique qu'à partir du moment où les forces républicaines qui encerclaient la ville se mirent à réduire le débit normal de la rivière en fermant les écluses situées à Lengkong, Kepadjaran, Mirip et Bakanlan. Il y a normalement autour de Sourabaja plus de 5.000 hectares de rizières. Par suite de la sécheresse, on ne put irriguer que 900 hectares, de sorte qu'on devait s'attendre à une aggravation de la situation alimentaire déjà critique à la suite du blocus exercé par les forces républicaines.
2. Au mois de septembre 1946, on constata que 11 % de la récolte serait perdue par suite de la sécheresse, ainsi que 33 % de la récolte de légumes à l'intérieur et à proximité de la ville. La population qui, en temps normal, consomme 32.000 mètres cubes d'eau par jour, ne put disposer pendant ce mois que de 11.400 mètres cubes d'eau filtrée par jour, de sorte que la situation devint extrêmement critique pour des dizaines de milliers d'habitants. Dans ces circonstances, on décida de conclure un accord avec les autorités républicaines dont relevaient les territoires où étaient situées les

écluses, afin d'obtenir par leur intervention une augmentation du débit de l'eau.

3. Un "Technical Committee on Sourabaya water supply" fut constitué sous la présidence du brigadier général britannique Guinness. Cet organisme composé de représentants néerlandais et indonésiens s'est réuni pour la première fois à Batavia, le 17 octobre 1946. Nous lisons dans le compte rendu de cette réunion :

"Le Président fait un exposé de la gravité de la pénurie d'eau à Sourabaya et dans les environs de cette ville. Dans la ville même de Sourabaya, il a été possible en pompant l'eau de la rivière d'assurer une distribution représentant le 1/4 du débit fourni par canalisation en temps de paix. Dans les villages situés en dehors de Sourabaya, l'assèchement des canaux a provoqué une baisse du niveau de l'eau ainsi que l'assèchement des puits dont l'eau, dans de nombreux cas, était devenue saline. Le 8 octobre, on a estimé que 10.000 habitants des villages n'avaient même pas assez d'eau pour étancher leur soif. Il est probable qu'à l'heure actuelle, près de 25.000 habitants souffrent d'une grave pénurie d'eau."

4. Le 25 octobre, un représentant indonésien au Comité technique promet que le débit de l'eau serait augmenté. Toutefois, l'accord ne fut complètement réalisé que le 2 novembre. Depuis lors, l'approvisionnement en eau de la ville de Sourabaya est assuré mais des difficultés ont surgi dans un autre domaine. A la suite de l'ouverture des écluses mentionnées au paragraphe 1), des chefs irresponsables de l'armée républicaine ont mis à profit l'élévation du niveau de la rivière pour capter de l'eau en certains endroits en amont de Sourabaya. Cette eau ne devait pas servir à l'irrigation des rizières, mais à inonder la région à des fins stratégiques. En conséquence, les intérêts vitaux de la population de cette région ont été gravement compromis; en effet, les champs ne purent être cultivés et une superficie de 2.000 hectares dont le rendement en riz représente 2.000 fois 25 quintaux (de quoi nourrir approximativement 25.000 personnes pendant 12 mois) fut rendue improductive. Il en résulte donc de nouvelles difficultés, tant en ce qui concerne

l'irrigation des terres que du point de vue du ravitaillement de la ville de Sourabaya.

Trêve et violation de la trêve par les forces républicaines

5. Dans l'intervalle, le Gouvernement des Indes néerlandaises, et la République indonésienne conclurent le 14 octobre un accord militaire fixant les lignes de démarcation dont le tracé avait été déterminé par un comité central mixte anglo-hollando-indonésien, dont le siège se trouvait à Batavia. Du côté républicain, les commandants des garnisons locales stationnées autour de Sourabaya ne voulurent pas accepter la ligne de démarcation qui avait été proposée et il en est résulté de continuelles escarmouches à proximité de cette ligne. L'activité déployée par l'ennemi se prolongea pendant plusieurs mois sans interruption, et elle eut notamment comme conséquence les inondations mentionnées au paragraphe 4). Au mois de janvier 1947, les hostilités reprirent de plus belle dans les environs de Sourabaya. La République a abusé dans ces circonstances de la bonne foi des Néerlandais. Lors de la signature de la trêve, le Gouvernement des Indes néerlandaises avait en effet, remis des cartes d'état-major sur lesquelles étaient indiqués la ligne de démarcation ainsi que les positions tenues par les troupes néerlandaises. Les forces républicaines se servirent de ces cartes pour diriger le feu de leur artillerie contre les positions néerlandaises. Depuis le 10 janvier, la canonnade s'est poursuivie pour ainsi dire chaque jour et le 18 janvier 1947, devant cet état de choses, la Commission générale fit savoir à la délégation de la République qu'elle exigeait que cette situation prît définitivement fin le 25 janvier. L'attention de la République fut expressément attirée sur le fait que la tension entre les deux partis en présence ne faisait que croître par suite de cette canonnade ininterrompue et que les Néerlandais pourraient finir par perdre patience.

7. Le 24 janvier, à 11 h.30, les autorités républicaines donnèrent l'ordre de cesser le feu. Toutefois, cet ordre ne devenait effectif qu'à minuit. Dans l'intervalle, l'armée républicaine (TRI) a dû supposer que l'on envisageait de procéder à des opérations de nettoyage sur le front situé au sud et au sud-ouest de Sourabaya. La TRI ignorait probablement à ce moment que le délai fixé pour cesser le feu expirait avant le 25 janvier, ce qui excluait l'éventualité d'une action directe de la part des forces néerlandaises. Elle exécuta donc les plans qu'elle avait établis, et commença, le 21 janvier, à évacuer les positions qu'elle tenait dans le voisinage de Krian. Le 23 janvier, un grand nombre de Chinois et d'Indonésiens s'enfuirent de cette région, et traversèrent la ligne de démarcation pour se rendre en territoire occupé par les Néerlandais. On apprit d'eux que par suite du retrait des troupes de la TRI et de l'évacuation forcée de la population, la situation menaçait de devenir très confuse. Comme l'administration républicaine avait également été évacuée, il n'y avait plus d'autorité pour réprimer les actes de brigandage ou autres délits éventuels.

8. Les positions néerlandaises ayant encore été canonnées dans la nuit du 23 au 24 janvier, une reconnaissance en direction de Krian fut effectuée par une petite unité néerlandaise, le 24 janvier au matin. Cette reconnaissance était pleinement justifiée en l'occurrence. Elle permit d'établir que dans cette région, il n'y avait pour ainsi dire plus de troupes ni d'autorités républicaines, de sorte que le petit groupe de reconnaissance demeura sur place afin de veiller tant bien que mal au maintien de l'ordre et de la sécurité et de suppléer à l'absence d'autorités.

9. Les troupes et les autorités républicaines s'étaient également retirées de la région située au sud de Sourabaya, et un grand nombre d'habitants de cette région (Sidoardjo) demandèrent protection aux autorités néerlandaises. Comme on signalait déjà plusieurs cas de pillage et d'attentats contre les personnes, les autorités néerlandaises acquiescèrent à cette demande le 27 janvier. Les objectifs économiques importants de la région, tels que les sucreries, furent gardés par de petites unités néerlandaises, afin de les mettre à l'abri du pillage.
10. Les autorités néerlandaises firent également savoir que le territoire qu'elles venaient d'occuper ne serait pas annexé définitivement. Le 29 janvier, la Commission générale a déclaré :
- "Il n'entre pas dans nos intentions d'annexer ce territoire. Les troupes qui y sont stationnées en ce moment seront donc retirées dès que l'administration normale aura été rétablie et qu'on aura obtenu la certitude que les habitants sont en sécurité et que les biens de la population indigène, comme ceux des ressortissants néerlandais et étrangers, seront respectés."
11. La presse et la radio républicaines firent grand bruit autour de cette mesure et prétendirent que les Néerlandais avaient mis en action une division au moins, que la lutte avait été acharnée et que les pertes étaient considérables. En réalité, les effectifs néerlandais qui participèrent à ces opérations ne dépassèrent pas deux compagnies. Il n'y eut presque pas d'opposition et du côté néerlandais, il n'y eut en tout et pour tout qu'un blessé léger. (Les pertes républicaines n'ont pas été divulguées).
12. Il va sans dire que la délégation républicaine s'empessa d'attirer l'attention sur l'intervention des troupes néerlandaises au cours de ses pourparlers avec la Commission générale. A l'issue d'un entretien qui eut lieu à Batavia, un communiqué officiel fut publié, le 4 février 1947. Il constitue l'annexe I au présent document (en anglais et en néerlandais).

Nouvelles inondations

15. En dépit de cette déclaration commune, les forces républicaines stationnées autour de Sourabaya intensifièrent immédiatement leur activité et violèrent à plusieurs reprises l'accord du 14 octobre. (Les autorités républicaines n'ayant pas donné l'ordre de cesser le feu après la signature de cet accord, celui-ci a été violé non seulement dans les environs de Sourabaya, mais également dans toutes les régions des Indes néerlandaises, coupées par des lignes de démarcation). Les Républicains se sont en particulier efforcés de nuire aux intérêts des Néerlandais en provoquant de vastes inondations dans la région du delta de la rivière Brantas située en amont du territoire qui venait d'être occupé, submergeant ainsi de grandes superficies. Le 7 février, par exemple, une reconnaissance effectuée par un de nos avions a révélé que la digue nord de la rivière Porong avait été percée à un certain endroit et que l'eau qui s'engouffrait par une brèche de 20 mètres menaçait d'inonder une région d'une superficie approximative de 50.000 hectares. En outre, certaines écluses furent ouvertes alors qu'on aurait dû les tenir fermées pour maintenir l'eau au niveau voulu. Une reconnaissance aérienne permit de constater qu'une écluse très importante (l'écluse de Lengkong) avait été minée. La destruction de cette écluse aurait provoqué l'assèchement d'une autre partie du delta et les conséquences auraient été désastreuses pour la récolte. Ces inondations catastrophiques et l'assèchement qui menaçait des territoires étendus risquaient de compromettre gravement la récolte sur pied.



Le chef de la délégation républicaine envoya le 10 février un télégramme au Président de la commission générale pour lui annoncer qu'il avait fait prendre des mesures en vue d'améliorer la situation (voir annexe III).

Toutefois, les rapports reçus ultérieurement de Sourabaya indiquent clairement que la situation ne s'était pas améliorée et que l'ennemi n'avait pas tenu compte des ordres reçus des autorités supérieures.

16. Afin d'éviter tout malentendu, les autorités néerlandaises firent parvenir, le 18 février, à l'officier de liaison TNI à Batavia, trois nouvelles cartes de l'est de Java sur lesquelles était indiquée la ligne de démarcation. Ils le priaient de bien vouloir signaler cette ligne au plus tôt à l'attention des officiers républicains intéressés et de prendre des dispositions pour que l'ordre leur soit donné de retirer leurs troupes à une distance minimum de 2 kms de la ligne conformément aux termes de l'accord. Toutefois on n'a jamais donné suite à cette demande, de sorte que les patrouilles et les postes néerlandais continuèrent de subir la canonnade de l'ennemi bien que le 14 février, les autorités républicaines aient enfin donné l'ordre de cesser le feu.

17. Le 26 février, le niveau du Kali-Porong était monté à un tel point qu'on pouvait s'attendre à tout moment à une rupture de la digue. Le Delta situé à l'ouest du Prambon-Krian était déjà sous eau. Le Kali-Kedonggoeling était près de déborder, le chemin menant de Prambon à Kremboeng était inondé et à certains endroits, l'eau avait déjà une profondeur de 50 centimètres; la situation alimentaire des territoires inondés était partout extrêmement critique et chaque jour, la sous-alimentation causait des décès. En outre, les récoltes risquaient de pourrir sur pied.

Etant donné que les autorités néerlandaises et républicaines locales ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur les mesures à prendre en vue d'améliorer cet état de choses, la commission générale décida d'envoyer un télégramme à la délégation républicaine afin d'attirer son attention sur l'extrême gravité de la situation et lui demander d'essayer d'y remédier. Voici le texte de ce télégramme, daté du 26 février :

"Situation extrêmement grave pour population et récoltes sur pied ainsi que pour viviers d'eau salée à proximité de la mer - stop mesures prises jusqu'ici insuffisantes - stop - Commission générale demande instamment mesures immédiates et efficaces - stop - proposons qu'ingénieur Klein et experts républicains se rendent à Modjokerto pour examiner situation sur place et envisager mesures nécessaires stop - sommes disposés à donner toute aide possible - stop".

Deux jours plus tard, le 28 février, la commission générale a envoyé à la délégation républicaine un autre télégramme dont voici le texte :

"Suite télégramme concernant inondation delta Brantas-stop - nouveaux renseignements exigent qu'avant visite proposée des ingénieurs Ponts et Chaussées plus grand nombre possible de poutres soient immédiatement enlevées de l'écluse de Lengkong et qu'écluse de Képadjaran soit entièrement ouverte-stop-unique moyen soulager quelque peu détresse population et peut-être arrêter extension inondation-stop".

18. La misère avait en effet beaucoup augmenté à cause des inondations continuelles et la situation dans laquelle se trouvait la population locale qui compte plusieurs centaines de milliers d'Indonésiens et de Chinois, exigeait une intervention immédiate si l'on voulait éviter une catastrophe. La situation alimentaire était déjà très critique pour des dizaines de milliers d'Indonésiens et du fait que quelques milliers d'hectares de rizières étaient inondés, l'avenir également s'annonçait sombre. Au moyen de cuisines populaires la Croix-Rouge dut deux fois par jour procurer des repas à plus de 6.000 personnes qui se répartissent comme suit : 1.000 à Gedang, 500 à Driaredja, 1.200 à Watostoelis, 1.500 à Sidoardjo, 1.200 à Tanggoelangin et plus de 1.000 à Popoh. Dans cette région l'état sanitaire qui pourtant n'était déjà pas très brillant en raison de la sous-alimentation, fut sérieusement menacé; c'est pourquoi les services sanitaires de

la Croix-Rouge et du gouvernement offrirent leur aide médicale dans toute la mesure du possible.

19. Le 3 mars, le secrétaire général de la délégation républicaine câbla à la commission générale la réponse suivante:

"Concernant inondation delta Brantas déjà pris mesures nécessaires stop expert partira aujourd'hui pour enquête et si mesures précédentes insuffisantes mesures plus efficaces seront prises stop Inutile envoyer indigènes Klein."

Dans ce télégramme, la délégation républicaine promettait donc de prendre des mesures et allait jusqu'à repousser l'aide d'un ingénieur-hydrographe néerlandais. Dans les premiers jours qui ont suivi le 3 mars, on constata cependant qu'il n'était pas question d'amélioration, au contraire, la situation empira rapidement. Il fallait d'ailleurs s'y attendre, car des reconnaissances ont montré que, dans l'intervalle, l'écluse de Porong et l'importante installation de Kepadjan-Lengkong avaient été détruites et que les écluses de Gedeh et de Kedongsoro avaient été ouvertes sans aucune raison, de sorte que des quantités d'eau de plus en plus grandes déferlaient sur les champs. Il en résulta que la plus grande partie de Sidoardjo fut inondée; seule la route principale restait praticable. L'entrepôt de sucre, les rizeries, la fabrique d'huile de l'endroit étaient sous eau. Beaucoup de maisons s'écroulèrent à cause des inondations continues. Sur une étendue de 500 hectares, des ouvrages d'art et des routes étaient en outre menacés par l'eau qui s'infiltrait. De plus, dans tout le delta, de nombreuses voies de communications étaient impraticables; d'importantes agglomérations se trouvèrent ainsi complètement isolées et il devint très difficile de les ravitailler et de leur fournir l'assistance médicale d'autant plus nécessaire qu'en raison de la gravité de la situation, des épidémies pouvaient se déclarer soudainement.

Après avoir constaté que des brèches avaient été pratiquées au moyen d'explosifs dans la digue du canal de Mangatan à un endroit situé à un kilomètre et demi à l'intérieur du territoire néerlandais, endroit où, aux termes de la trêve conclue, les troupes républicaines ne pouvaient se trouver, on eut la preuve que cette situation avait été volontairement provoquée. Il n'y avait donc pas lieu de douter que les commandants militaires républicains locaux fussent animés d'intentions malveillantes et qu'ils agissaient de propos délibéré; dans cette région, ils ne se souciaient pas du tout des intérêts vitaux de centaines de milliers d'habitants. Une autre preuve non moins importante est l'inondation des récoltes encore sur pied qui menaçait de détruire 2.000 tonnes de riz et par là, de diminuer d'autant les réserves alimentaires mondiales déjà si faibles. Les champs de canne à sucre ont également subi beaucoup de dégâts; en effet, il n'a pas été possible de préparer ces champs en vue de la récolte de 1949, ce qui aura pour conséquence d'augmenter encore la pénurie mondiale en sucre. La situation alimentaire exigeait donc que des mesures fussent prises. La République toutefois ne s'émut pas; elle continua à provoquer des inondations et à attaquer régulièrement nos troupes, au moyen de fusils, d'armes automatiques et de canons.

20. Le 4 mars, la commission générale envoya de nouveau un télégramme dont voici le texte:

"Concernant inondation delta Brantas prière faire savoir si mesures mentionnées télégramme 28 février ont été prises. stop. attendons déclarations votre expert concernant proportions catastrophiques inondations ainsi que mesures supplémentaires qui seront prises sur sa proposition stop insistons pour que notre expert puisse se rendre sur place".

Aucune réponse à ce télégramme n'est parvenue bien que

la situation empirait sans cesse, et les Néerlandais durent prendre des mesures importantes pour aider les populations indonésienne et chinoise sinistrées.

La gravité de la situation nécessite une intervention.

21. Le 17 mars, la détresse avait tellement augmenté que les Néerlandais ne purent attendre plus longtemps pour prendre des mesures. Quelques unités de l'armée, cantonnées dans la région menacée, reçurent l'ordre d'aider les experts hydrographes à prendre les mesures voulues pour rendre de nouveau le delta sûr et habitable. Le Président de la commission générale porta ces mesures à la connaissance du chef de la délégation républicaine par une lettre à laquelle était joint un exposé relatif à l'évolution de la situation (voir annexe IV).

On constate que, dans de nombreux villages sinistrés, la population se réjouissait de l'arrivée des troupes néerlandaises;

22. On commença immédiatement à réparer les écluses, les digues et les autres ouvrages endommagés, et, en quatre jours environ, la moitié des territoires inondés était de nouveau à sec. Trois semaines plus tard, la région tout entière était asséchée. Il apparut qu'une quantité importante du riz planté était perdue.

23. L'occupation des ouvrages mentionnés ci-dessus permit également de constater la mauvaise foi des républicains. Les mesures proposées par les Néerlandais dans leur télégramme du 28 février n'avaient jamais été prises bien que, dans son télégramme en date du 3 mars, le chef de la délégation républicaine eût certifié le contraire (voir paragraphe 19). Bien plus, on eu la preuve que les républicains avaient pris certaines dispositions spéciales destinées à faire monter encore le niveau de l'eau. Il est évident qu'il y avait de la mauvaise foi. Pourtant, il leur aurait été facile de prendre des mesures efficaces pour mettre fin à la situation puisque les Néerlandais parvinrent immédiatement à faire baisser considérablement le niveau de l'eau. En outre, on découvrit dans un barrage une bombe d'avion amorcée, manifestement placée à cet endroit pour provoquer éventuellement des destructions. La prompt intervention des troupes néerlandaises a empêché qu'elles se produisent.

24. Pour bien montrer qu'ils étaient intervenus uniquement parce que la République négligeait de donner suite aux nombreuses demandes qui lui étaient adressées depuis longtemps, alors que pour diverses raisons il eût été nécessaire de prendre des mesures, les Néerlandais ont fait preuve de beaucoup de compréhension. Ils ont maintenu les autorités locales républicaines et les ont rétablies en cas de besoin. De plus, le Gouvernement des Indes néerlandaises s'est mis en rapport avec le Gouvernement républicain afin de trouver à la situation qui régnait à Modjokerto une solution qui donnât satisfaction aux deux parties. Le Gouvernement des Indes néerlandaises a en outre témoigné de ses bonnes intentions en rappelant les troupes néerlandaises

qui, le 25 et le 26 mars, avaient occupé la région de Patjet et de Traas afin d'assurer l'approvisionnement de Sourabaya en eau potable (les conduites d'eau étaient détruites en plusieurs endroits), bien que ces localités fussent situées en dehors du territoire que l'on avait l'intention d'occuper provisoirement. De plus, il rendit à la République la région occupée.

25. Les Néerlandais donnèrent finalement une preuve évidente de leur bonne volonté lors de la conclusion, le 29 mars, de l'accord entre la commission générale et la délégation républicaine, par lequel les deux parties décidèrent de démilitariser le plus tôt possible le territoire administratif (regentschap) de Modjokerto en investissant les autorités civiles républicaines de l'autorité suprême. Le Gouvernement des Indes néerlandaises et le Gouvernement républicain devaient en outre prendre immédiatement des mesures à cet effet, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer dans ce territoire la sécurité des personnes et des biens (voir annexe V).

26. Cependant, aussi louables qu'aient été les intentions qui ont présidé à la conclusion de l'accord, il n'a jamais été question d'y donner suite. La bonne volonté faisait défaut du côté des républicains et elle manquait certainement aux chefs militaires de la région en question. C'est pourquoi Modjokerto n'est jamais devenu, comme on l'espérait, un véritable "champ d'expérimentation pour la coopération". C'est d'autant plus regrettable que les Néerlandais montrèrent de la bonne volonté pour mettre fin au conflit le plus tôt possible et firent des promesses excessives. Immédiatement après la signature de l'accord de Linggajati, le 25 mars, on pouvait espérer que la République ferait preuve de bonne volonté. Elle a agi exactement dans le sens contraire. La presse et la radio républicaines, par exemple, ne cessaient de répéter que Modjokerto avait été attaqué par les Néerlandais, sans mentionner les fautes et les erreurs graves commises du côté républicain.

27. Non seulement une véritable volonté de coopération était absente dans la République, mais l'activité militaire des troupes a montré clairement qu'en dépit de toutes les bonnes intentions des chefs, il n'existait au bas de l'échelle aucun désir sincère d'entente. On pourrait citer une longue série de violations de la trêve; nous nous bornerons à signaler les faits suivants :

3 avril : une patrouille néerlandaise se trouvant sur un chemin découvert est mitraillée;

18 avril : des républicains, notamment des mitrailleurs, en position sur le côté néerlandais de la ligne de démarcation, dirigent un feu nourri contre une patrouille républicaine;

19 avril : au même endroit, une patrouille néerlandaise est de nouveau mitraillée; il y eut un mort et deux blessés.

Destructions quotidiennes dans la région située entre Modjokerto et Djombang et sur le front occidental, bien qu'il fût interdit de part et d'autre de se livrer à des destructions; malgré la promesse faite par la République, le pont de chemin de fer situé près de Djombang n'a pas été réparé; destruction des routes.

Des soldats et officiers républicains pénétrèrent à l'intérieur du territoire néerlandais, notamment dans les établissements de la marine à Sourabaya.

Entre le 24 avril et le 12 mai, la TRI . a, dans la région de Modjokerto, détruit cinq ponts, dressé quarante-trois barricades sur les routes, miné les routes en vingt-sept endroits, placé une mine dans une digue, pris à quatorze reprises des mesures vexatoires à l'égard de la population; exécuté trois actes de sabotage à l'arrière du front et ouvert le feu, parfois plusieurs fois par jour, contre des patrouilles néerlandaises.

En outre, les républicains ont continué, malgré la conclusion de la trêve, à obstruer régulièrement les routes avec des arbres, à creuser

des tranchées anti-chars et à établir des positions. De plus, ils ont terrorisé la population du territoire de démarcation, procédé à des déportations, obligé les habitants à évacuer et incendié des habitations d'Indonésiens.

Le 9 juin, le porte-parole des autorités militaires néerlandaises à Batavia a communiqué dans un rapport hebdomadaire de la situation : "Dans la région de Sourabaya, des patrouilles et des postes néerlandais ont été mitraillés jusqu'à vingt fois. Il y a eu des activités dans tous les secteurs, particulièrement dans celui de Modjokerto. Quelques officiers de la TRI ont été arrêtés sur le territoire néerlandais et un groupe d'hommes a emmené de force avec sa famille le chef du village de Tampoeng Redjo".

Les violations de la trêve ont duré jusqu'au 21 juillet 1947, date à laquelle les forces néerlandaises ont entrepris les opérations de police.

#### Résumé

28. a. De septembre à novembre 1946, l'approvisionnement en eau de Sourabaya fut coupé par les forces républicaines. Il en résulta une pénurie d'eau potable et la destruction des cultures vivrières importantes. Des pourparlers menés en haut lieu aboutirent à une amélioration de cette situation.
- b. Après le mois de novembre, c'est l'opposé qui se produisit : en effet, les soldats républicains provoquèrent des inondations qui recouvrirent les chemins, les villages, les fabriques et les champs de riz. Une population de quelques centaines de milliers d'âmes risqua ainsi de perdre ses moyens d'existence, et des dizaines de milliers de personnes se trouvèrent plongées dans le besoin. Il était fort à craindre que des épidémies se déclarassent. Cette fois, les pourparlers n'aboutirent pas, et c'est pourquoi, le 23 janvier 1947, les soldats néerlandais prirent certaines mesures qui mirent provisoirement fin à la situation.

c. Depuis lors, les républicains n'ont pas cessé de provoquer des inondations; en outre, une partie du delta fut asséchée par suite du détournement des eaux nécessaires à l'irrigation. Une importante récolte de riz et de canne à sucre ainsi que des cultures maraîchères furent détruites et la vie de dizaines de milliers de personnes fut menacée. Pendant de nombreuses semaines, la Commission générale a fait des démarches en haut lieu pour tâcher d'amener la délégation républicaine à intervenir. Ces démarches n'ayant pas abouti, les Néerlandais prirent de nouveau, le 17 mars, une série de mesures destinées à améliorer la situation. Après quelques semaines, celle-ci redevint normale.

d. Du côté néerlandais, on a immédiatement fait ressortir que seule la gravité de la situation avait motivé une intervention. Cependant, une déclaration en date du 29 mars établit clairement que des mesures appropriées seraient prises le plus tôt possible pour arriver à une solution satisfaisante pour les deux parties en ce qui concerne le territoire administratif (regentschap) de Madjokerto.

e. On n'a jamais atteint le but que l'on s'était proposé parce que la volonté de coopérer faisait défaut aux républicains qui n'ont jamais cessé de violer la trêve acceptée de part et d'autre.

Annexe 1

Batavia, le 4 février 1947

COMMUNIQUE

La commission générale et la délégation indonésienne ont discuté les récents événements qui se sont déroulés aux environs de Sourabaya.

La situation créée par les récentes mesures militaires est considérée comme une situation provisoire et elle n'influe pas sur le cours des discussions.

Les deux parties agiront de concert pour rétablir, le plus tôt possible, la situation normale.

Les propositions antérieures des Néerlandais au sujet de la fixation des lignes de démarcation sont maintenues, de sorte que le territoire situé en dehors de la ligne de démarcation primitive jouira d'un traitement spécial. A cet effet, on tiendra compte des directives suivantes. :

Lorsque l'ordre général de cesser le feu aura été donné et exécuté, ce territoire sera placé, le plus tôt possible, sous l'autorité de l'administration civile républicaine qui devra garantir la sécurité de la personne et des biens.

Des pourparlers auront lieu immédiatement pour préparer le retour de la population et la réorganisation du mécanisme administratif antérieur, notamment de la police. Au cours de ces pourparlers, on déterminera également l'effectif de la police républicaine et la mesure dans laquelle elle pourra immédiatement prendre part à l'administration en attendant un règlement définitif.

L'occupation militaire néerlandaise prendra fin lorsque la situation normale sera rétablie et la sécurité assurée; l'armée républicaine cessera d'occuper ce territoire.

Suivant les dernières informations, les hostilités ont cessé aux

frontières de ce territoire; l'approvisionnement régulier des produits de première nécessité, qui dépend d'installations situées en dehors du territoire, et notamment le ravitaillement en eau, seront garantis.

Annexe II

9 février 1947

Il ressort des communiqués émanant du directeur des services des ponts et chaussées que des destructions ont été effectuées à l'écluse de Lengkong et aux installations hydrauliques de Kepadjaran. Ces destructions ont provoqué des inondations qui ont eu pour conséquence la rupture de la digue nord de Porong. Les dimensions de la brèche ont augmenté en très peu de temps (le 7 de ce mois, on a constaté qu'elle s'était élargie de 6 à 20 mètres en l'espace de six heures). Il pourrait en résulter une inondation importante qui détruirait de grandes étendues de paddy et les conséquences seraient néfastes pour la population. Pour prévenir cette catastrophe, il faudra immédiatement faire baisser le niveau de l'eau du barrage en ouvrant en partie l'écluse de Mlirip, en enlevant les poutres du barrage de Langkong et en ouvrant complètement l'écluse de Kepadjaran. Il faudra aussi préparer immédiatement les brèches dans la digue de Porong. Nous sommes tout disposés à accorder l'aide qu'on nous demandera.

En ce qui concerne la situation militaire dans le territoire de Sidoardjo et à l'ouest de Sourabaya, j'ai le regret de communiquer à Votre Excellence que les postes néerlandais essuient un feu nourri. Je vous prie instamment de bien vouloir mettre fin à cet état de choses, sinon la situation militaire actuelle ne pourra être maintenue et, dans pareilles circonstances, s'aggravera de plus en plus.

Je vous prie de me faire savoir, le 11 février 1947 au plus tard, si vous avez donné des ordres pour qu'il soit fait suite à cette demande.

Le Président de la commission générale  
des Indes néerlandaises

A Son Excellence

Soetan Sjahrir.

Annexe III

Djakarta, le 11 février 1947

A Son Excellence le Professeur  
W. Schermerhorn  
Président de la commission générale  
Djakarta

En réponse à votre lettre du 9 février 1947, L. 1026, j'ai reçu hier soir de Son Excellence le Chef de la délégation indonésienne un télégramme rédigé comme suit.:

"Comme suite à votre lettre relative aux travaux d'irrigation dans la région de Sourabaya et aux attaques dans la région de Sidcardjo et à l'ouest de Sourabaya, j'ai donné l'ordre qu'il soit accédé à votre requête."

Pour le secrétaire général  
de la délégation indonésienne

(H. Algadrie).

Annexe IV

Le 17 mars 1947

Nous nous voyons forcés de communiquer à Votre Excellence qu'aujourd'hui un commencement d'exécution a été donné au projet de mettre fin, par les moyens dont disposent le Gouvernement néerlandais, à la situation qui résulte des inondations dans le delta de Sidoarjo.

Comme première mesure, on a ce matin occupé militairement les installations hydrauliques de Lengkong et de Mlirip.

En raison des inondations dans le delta lui-même, qui ont rendu celui-ci presque impraticable, cette opération militaire a dû s'effectuer sur une bande de territoire plus large que le delta proprement dit et a entraîné l'occupation de Modjokerto.

Il va sans dire que nous regretterons que les pourparlers qui ont eu lieu à ce sujet n'aient pas abouti en temps utile à des résultats concrets et efficaces.

L'annexe jointe à cette lettre contient un exposé exact, tant des démarches entreprises par nous auprès de votre délégation que de la situation, qui s'est aggravée malgré les promesses que vous avez faites.

Lorsque l'occupation militaire cessera et que nos ingénieurs hydrographes auront déterminé quelles sont les mesures à prendre pour mettre fin à cette situation, nous serons disposés à examiner, en collaboration avec les organes de l'administration républicaine, les moyens de rétablir la situation normale dans ces territoires. Nous consentirons à prendre part à des négociations parce que le Gouvernement néerlandais a déclaré clairement qu'il ne désire pas exercer par la force militaire d'influence sur l'évolution de la situation politique en Indonésie. S'il se voit contraint, à son grand regret, de prendre des mesures comme celles qui sont appliquées à l'heure actuelle, c'est dans le seul but de mettre fin à une situation catastrophique qui menace la vie d'innombrables habitants.

Nous nous rendons parfaitement compte des dangers que comporte le recours à des moyens extrêmes, tel que l'emploi de la force militaire, même dans des circonstances comme celles-ci, mais un examen très sérieux de l'ensemble de la situation nous a amenés, dans le cas de Sourabaya, à affronter ces dangers.

En terminant, nous voulons exprimer l'espoir que la situation politique s'éclaircira comme le souhaitent nos deux délégations et que, dans un avenir prochain, une coopération s'établira qui fera oublier les incidents locaux comme celui-ci.

Le Président de la commission générale  
des Indes néerlandaises :

A Son Excellence Soetan Sjahrir  
Chef de la délégation indonésienne.

Annexe à la lettre en date du 17 mars 1947 adressée à la délégation indonésienne.

En ce qui concerne l'inondation dans le delta du Brantas, on peut citer les faits précis suivants :

1. Le 26 février 1947, le niveau de la rivière Porong était si haut que la rupture de la digue de Porong était imminente.

A ce moment là le delta à l'ouest de Prambon-Krian était déjà sous l'eau.

La rivière Kedoenggoeling avait atteint son niveau maximum.

La route de Prambon à Kremboeng était inondée. A certains endroits de la route, l'eau atteignait 50 centimètres.

Partout dans les territoires inondés, la situation alimentaire était très critique et tous les jours on enregistrerait des décès dus à la sous alimentation. Les semis menaçaient de pourrir.

2. Etant donné que les autorités néerlandaises et indonésiennes locales n'ont pu arriver à un accord qui aurait marqué le début d'une amélioration de la situation, la Commission générale décida le 26 février de s'adresser par télégramme à la délégation indonésienne pour lui signaler la gravité de la situation et tâcher d'y apporter une amélioration.

Le télégramme en question était rédigé comme suit :

" Situation extrêmement grave pour population et récoltes sur pied  
" ainsi que pour viviers d'eau salée à proximité de la mer stop  
" mesures prises jusqu'ici insuffisantes stop Commission générale  
" demande instantanément mesures immédiates et efficaces stop  
" proposons qu'ingénieur Klein et experts républicains se rendent  
" à Modjokerto pour examiner situation sur place et envisager  
" mesures nécessaires stop Sommes disposés donner toute aide  
" possible stop.

3. Deux jours plus tard, le 28 février, la commission générale envoya à la délégation indonésienne un nouveau télégramme rédigé comme suit :

" Suite télégramme concernant inondation delta Brantas stop  
" Nouveaux renseignements exigent qu'avant visite proposée des  
" ingénieurs ponts et chaussées plus grand nombre possible de poutres  
" soient immédiatement enlevées de l'écluse de Lengkong et qu'écluse  
" de Kepadjaran soit entièrement ouverte stop unique moyen soulager  
" quelque peu détresse population et peut-être arrêter extension  
" inondation stop.

4. Le 3 mars, la Commission générale reçut la réponse ci-dessous émanant du secrétaire général de la délégation indonésienne :

" Concernant inondation delta Brantas déjà pris mesures nécessaires  
" stop Expert partira aujourd'hui pour enquête et si mesures  
" précédentes insuffisantes mesures plus efficaces seront prises  
" stop. Inutile envoyer ingénieur Klein.

5. Bien que dans le télégramme cité au paragraphe 4, l'assurance ait été donnée que les mesures nécessaires avaient été prises pour améliorer la situation, on n'a constaté aucune amélioration dans les premiers jours de mars. Bien au contraire, l'eau continuait à monter en différents points du delta de la rivière Brantas.

La commission générale a donc envoyé le 4 mars un nouveau télégramme dont voici le texte :

" Concernant inondation delta Brantas prière faire savoir si  
" mesures mentionnées télégramme 28 février ont été prises stop  
" attendons déclarations votre expert concernant proportions  
" catastrophiques inondation ainsi que mesures supplémentaires  
" qui seront prises sur sa proposition stop Insistons pour que  
" notre expert puisse se rendre sur place.

6. Dans son télégramme du 4 mars, la Commission générale demandait qu'on lui fasse savoir si les mesures mentionnées dans le télégramme du 28 février qu'elle avait adressé à la délégation indonésienne avaient été prises; jusqu'à présent, on n'a reçu aucune réponse à ce sujet.

Dans l'entre-temps la situation dans le delta de la rivière Brantas empirait et les Néerlandais durent prendre des mesures sur une grande échelle pour fournir de la nourriture et des soins médicaux aux populations indonésienne et chinoise durement éprouvées. La Croix rouge a établi à différents endroits des cuisines populaires qui, deux fois par jour, servent un repas aux sinistrés. A l'heure actuelle, ces cuisines distribuent journellement des repas à environ 10,000 personnes, dont 1000 à Gedangan, 500 à Driaredja, 1200 à Watoetoelis, 1500 à Sidoardjo, 1200 à Tanggoelangin et plus de 1000 à Popoh.

En différents endroits, la mortalité due à la sous-alimentation a augmenté d'une façon inquiétante.

Or, l'inondation des routes qui isole complètement plusieurs localités, empêche de fournir à la population l'aide médicale voulue.

Par suite de cette situation et de l'état sanitaire insuffisant de la population, des épidémies de malaria et de typhus peuvent se déclarer ainsi que d'autres maladies contagieuses.

7. Il ressort d'un rapport, en date du 14 mars, parvenu à la commission générale que :

la liaison entre Krian et Sidoardjo est complètement coupée;

l'écluse de Ponron est détruite;

l'installation hydraulique à Kepadjang-Lengkong est détruite;

l'ouverture, sans aucune raison, des écluses de Gedeh et de

Kedongsoro a provoqué l'inondation des territoires situés au nord

de la rivière Sourabaya; (au moyen d'explosifs, des brèches ont été

pratiquées dans la digue du canal de Mangetan et ceci, à un endroit situé à 1 km 1/2 de la ligne de démarcation à l'intérieur du territoire néerlandais;)

la plus grande partie de Kotta Sidcardjo est inondée; l'entrepôt de sucre, les rizeries et la fabrique d'huile sont sous eau et la population doit circuler dans l'eau jusqu'à la taille; beaucoup de maisons sont sur le point de s'effondrer et sur une superficie de 5000 hectares; des ouvrages d'art et des chemins sont menacés d'être ruinés par l'eau; enfin, 2.500 hectares environ de rizières sont inondés à tel point que la récolte risque d'être perdue.

Les renseignements ci-dessus permettent de constater à quel point la situation est critique. A l'heure actuelle, il faut déjà fournir journellement à des milliers de personnes des aliments et des soins médicaux. La vie de centaines de milliers d'autres est menacée. Une récolte de 2000 tonnes de riz sera complètement détruite par l'inondation et pour soulager la misère il faudra les prélever sur les réserves mondiales déjà si faibles.

Annexe V

Accord relatif à la région de Modjokerto, 29 mars 1947

Le 29 mars 1947, un accord a été conclu entre la commission générale et la délégation républicaine au sujet du territoire administratif (regentschap) de Modjokerto. En voici les dispositions:

1. La commission générale et la délégation indonésienne sont entrées en pourparlers pour régler, à la satisfaction des deux parties, la situation qui règne à Modjokerto.
2. Au cours de la discussion sur les mesures à prendre, les deux parties ont été d'accord pour reconnaître que l'occupation de Modjokerto et des environs a été effectuée par les troupes néerlandaises dans le but de mettre fin à une situation grave et non pour étendre les territoires qui se trouvent sous l'autorité des Pays-Bas.
3. Les deux parties se proposent de démilitariser le territoire de Modjokerto de telle sorte que les autorités civiles républicaines exercent pleine et entière autorité et que la police soit responsable du maintien de l'ordre et de la sécurité.
4. A cette fin, ainsi que pour assurer la sécurité des personnes et des biens et éviter que la situation actuelle se reproduise, les deux délégations ont décidé de prendre les mesures suivantes:
  - a) Le Gouvernement des Indes néerlandaises et le Gouvernement de la République indonésienne ratifient les mesures provisoires prises sur place. L'administration républicaine sera rétablie là où elle n'avait pas été maintenue, et le pouvoir judiciaire restauré.
  - b) Le Gouvernement de la République donnera immédiatement des ordres pour empêcher que les actes hostiles, notamment les destructions, se reproduisent.
  - c) Partout où cela s'avérera nécessaire, des postes mixtes de garde seront établis à l'intérieur du territoire. Un service technique néerlandais de liaison sera établi à Modjokerto. Il aura pour

- tâche de maintenir le contact avec le service républicain d'irrigation et les autres services techniques.
- d) Des postes de police mixtes néerlandais-indonésiens seront établis aux frontières de la zone à démilitariser. Ils auront pour mission de veiller à ce qu'aucune unité militaire et aucun individu armé ne pénètrent dans le territoire.
- e) Une commission composée de représentants néerlandais et indonésiens sera établie à Modjokerto et sera chargée de veiller à l'application des dispositions de la proclamation commune n° 1 du 29 mars 1947.<sup>(+)</sup>
- f) Le Gouvernement de la République garantit également aux non-Indonésiens le libre exercice des métiers et des professions et donne immédiatement un début d'exécution à cette disposition en appliquant l'article 14 de l'Accord de Linggadjati.
5. Le Gouvernement des Indes néerlandaises et le Gouvernement de la République se chargent de faire appliquer rigoureusement les mesures ci-dessus. Dès que ces mesures auront été exécutées à la satisfaction des deux délégations, les forces militaires néerlandaises d'occupation seront retirées de Modjokerto et des environs.

---

(+) Pour la proclamation n° 1 du 29 mars, voir annexe V-a

Annexe V-a

Texte de la proclamation commune n°1 du 29 mars 1947

Après l'entrée en vigueur de l'accord de Linggadjati qui a mis fin au conflit entre les Pays-Bas et la République d'Indonésie, il est indispensable de prévenir les actes de vengeance, les mesures de représailles et de faire dissiper, au moyen d'une administration efficace et énergique, les craintes que beaucoup éprouvent encore à cet égard. En outre, les multiples problèmes qu'il faut résoudre en commun ne trouveront leur solution que dans une atmosphère d'amitié et de confiance,

En conséquence, la commission générale et la délégation de la République publient la déclaration commune ci-dessous:

Nul ne sera poursuivi ou molesté d'une manière quelconque pour s'être rallié au parti d'un des adversaires ou pour s'être mis sous sa protection.

Le Gouvernement des Indes néerlandaises et le Gouvernement de la République veilleront à l'observation rigoureuse des dispositions de la présente déclaration et prendront les mesures les plus sévères en cas de violation. Les deux parties feront ce qui est en leur pouvoir pour libérer ou rechercher tous ceux qui ont participé à la lutte politique dans le cas où ils auraient été enlevés et seraient retenus en captivité par des éléments irresponsables.

-----

C. RAPPORT SUR LES RECHERCHES CONCERNANT LES EUROPEENS ASSASSINES  
OU MANQUANTS ET LA LIBERATION DES EUROPEENS INTERNES\*

En exécution des ordres donnés par le chef des opérations (action leader), le capitaine Geerlings, de libérer par tous les moyens possibles les Européens encore aux mains des républicains, et d'arrêter les meurtriers des Européens déjà abattus, deux sections sous les ordres du sous-lieutenant W.G. van der Veen partirent à 13 heures vers l'entreprise Kali Bendo où, d'après les renseignements reçus, il y avait encore des Européens.

Les troupes ont trouvé en cet endroit, abandonnés à eux-mêmes :

M. T.G. Coert, sa femme et son enfant  
Mme Kat  
Mme Grant et ses deux enfants

D'après des renseignements recueillis alors, il devait y avoir d'autres Européens dans les environs de Litjin, dont certains avaient dû être assassinés. La section 1 ramena les personnes susdites à Banjoewangi, tandis que la section 2 marchait sur Litjin.

A Litjin, on découvrit, cachées dans des ravins, en très mauvais état physique et près de mourir de faim, les personnes dont les noms suivent :

M. A.T. Schultz, sa femme et ses enfants  
M. C. Meyer  
Melle L. Meyer  
Vve A.C. Schultz  
Mme S. de Groot et son bébé  
M. N. Leydelmeyer  
Mme de Lang et ses deux enfants  
Mme C.H. de Lang

Ces personnes furent transportées à Banjoewangi où elles arrivèrent à 17 h. A 18 h. la section 1 continua vers Kali Boera où elle libéra 70 Menadonésiens qu'elle ramena à Banjoewangi : arrivée à 22 h.

A 23 h. une communication téléphonique de Kali Bendo annonça qu'on

---

\*. D'après une traduction anglaise de l'original néerlandais.

avait trouvé une Européenne qui tenait des propos incohérents. La section 1 revint à Kali Bendo où elle découvrit une femme sérieusement blessée, Mme van der Linde.

Il ressortit de ses explications que, sous prétexte de les faire fuir, les Indonésiens avaient réussi à attirer son mari et ses 5 enfants hors de la maison. Ils furent conduits dans un ravin et, malgré les implorations des parents, les enfants furent brutalement massacrés. Après quoi, le mari fut tué, tandis qu'elle-même était battue en travers du cou et des épaules, avec un instrument tranchant, au point qu'elle s'affaissa évanouie. Les criminels, la croyant morte, cessèrent de s'occuper d'elle. Elle revint à elle deux heures plus tard et se traîna jusqu'à l'entreprise Kali Bendo. Elle fut amenée à Banjoewangi. On battit les environs, mais les cadavres ne furent pas retrouvés.

Cependant, dans la forêt on découvrit deux tout jeunes enfants, Hendrik et Tineke de Lang, âgés respectivement de 6 et 4 ans qui, en réponse aux questions, racontèrent que leur père et leur soeur aînée avaient été assassinés sous leurs yeux. Ils avaient pu s'échapper pendant le massacre et se trouvaient dans un véritable état d'épuisement nerveux.

Poussant les recherches plus loin, la section découvrit, à trois kilomètres au sud de Litjin, Mme de Lang et ses deux enfants dans un état de grande apathie. Voyant approcher nos soldats elle s'écria: "Oui, allez-y, et tuez-nous aussi. Vous avez déjà assassiné mon mari et mes deux enfants, tuez-moi également". Quand elle comprit qu'elle ne s'adressait pas à des Pemoedas, mais à des soldats du KNIL, et que ses deux petits enfants avaient été sauvés, elle put à peine croire à sa bonne fortune.

Les personnes sauvées furent transportées à Banjoewangi où elles arrivèrent à 9 h., le 25 juillet.

25 juillet 1947

A 11 h. la section 1 se dirigea vers Kampong Pakis, d'où elle ramena

Mlle C.H. Schultz  
P.Z. Schultz  
Mlle T. Schultz

Une section du détachement Banjoewangi fut envoyée à Djamboe et à Kali Bendo pour continuer les recherches. Elle découvrit le cadavre mutilé de M. Nieuwenburg que les bandits avaient jeté dans une fosse à purin. La dépouille mortelle fut enterrée près de là.

26 juillet 1947

Dans la matinée la section 1 se rendit à Kampong Djamboe, où, d'après les renseignements reçus, devaient encore se trouver des Européens rescapés. Ceux-ci se révélèrent être :

Mme Hemmekam  
Mlle Hemmekam  
Tarzan Hemmekam

Ces personnes avaient passé deux jours sans manger dans les rayons et s'enfuirent à l'approche de nos soldats. Elles se ravisèrent lorsqu'elles entendirent parler hollandais.

M. Hemmekam avait été assassiné par les Japonais en 1943. Mme Hemmekam put faire savoir que 17 Européens avaient été massacrés, à savoir :

M. van der Linde et ses 5 enfants  
la famille G.I. Leydelmeyer (mari, femme et 3 enfants)  
la famille Nieuwenburg (mari et femme)  
Mme G. Schalk  
M. Oboelauer

A 13 heures, la section 1, sous les ordres du chef de bataillon, se rendit à Kali Bendo et à Djambi, à la recherche d'Européens disparus et assassinés signalés par Mme van der Linde, une des survivantes du massacre.

Dans le ravin situé au nord-ouest d'Alas Panggang, on retrouva les corps de M. van der Linde et de ses 5 enfants qui avaient été bestialement assassinés.

Les corps portaient les marques suivantes de bestialité :

M. van der Linde : bras gauche arraché, entaille au cou, estomac ouvert;

Sa fille Carla (19 ans) : sein gauche arraché, entaille au cou, blessure de lance aux organes sexuels. Aurait été préalablement violée;

Son fils aîné (12 ans) : cuisse et mollet lacérés, entaille au cou, crâne à demi fracassé.

Les autres enfants avaient été tués à coups de lance dans la poitrine et dans l'estomac.

Après avoir enlevé des cadavres, les derniers bijoux qui leur restaient, les soldats donnèrent aux victimes une sépulture décente.

27 juillet 1947

La section 1 se rendit à Litjin pour fouiller les ravins. Dans l'un d'eux elle découvrit: G. de Lang, âgé de 11 ans, que l'on ramena à sa mère à Banjoewangi.

28 juillet 1947

Les recherches se poursuivirent dans les environs de Litjin.

Manquaient encore :

M. M. L. Meyer  
Mme Meyer  
leurs 3 enfants  
Mme L. Sloodman  
M. V. Sloodman

Ces personnes auraient été emmenées par le TRG dans la direction de l'ouest.

Elles furent toutes retrouvées quelques jours plus tard et amenées à Banjoewangi.

29 juillet 1947

Un détachement s'installe à Litjin.

30 juillet 1947

Les familles demandèrent que les restes des victimes fussent enterrés à Banjoewangi. Deux sections du détachement de Litjin partirent donc, avec 200 coolies, vers les endroits où des Européens avaient été

assassinés. Les corps de toutes les victimes furent retrouvés et identifiés. Téléphoné à Banjoewangi: on répondit que le commandant du 3ème régiment d'infanterie XII ferait enterrer les cadavres dans le cimetière européen.

31 juillet 1947

Demandé des barils à essence à Banjoewangi pour le transport des dépouilles mortelles au cimetière.

1er août 1947

Les dépouilles sont placées dans les barils et transportées au détachement de Litjin.

2 août 1947

Les barils contenant les dépouilles sont transportés sur un camion de 3 tonnes au cimetière européen de Banjoewangi, où le commandant du régiment d'infanterie XII les reçoit pour les faire enterrer.

M. Plateel fait un court éloge des victimes.

Rapport de M. Meyer

Le 22 juillet, à 11 heures, nous entendîmes des cris perçants: "Boence clanda semoea, Merdeka", accompagnés de jets de pierres. Je reconnus parmi les assaillants plusieurs membres du parti Masjoemi. Ce parti avait déjà témoigné antérieurement d'intentions meurtrières à notre égard.

Tous les Européens furent traînés dehors et on leur demanda s'ils voulaient se convertir à l'islam. La réponse fut affirmative.

Ceci toutefois n'était que mise en scène, car les assassinats commencèrent immédiatement. Les enfants pleuraient, mais les monstres les frappaient brutalement à la nuque avec des instruments tranchants. Les mères qui essayaient de protéger leurs enfants furent massacrées de façon inhumaine sous les yeux de leurs maris qui étaient gardés par des hommes armés, cependant que les bandits allaient jusqu'à couper les seins des femmes et à leur donner des coups de lance dans les organes sexuels. Les

hommes furent forcés de creuser non seulement leur propre tombe, mais encore celle de leur femme et de leurs enfants; ils furent ensuite massacrés en même temps que les femmes et les enfants qui vivaient encore et jetés dans les fosses.

J'eus la vie sauve parce que je réussis à verrouiller la chambre dans laquelle je me trouvais à ce moment-là. Une grenade à main fut lancée dans la chambre, mais heureusement ne fit pas explosion. Plus tard, je fus sauvé par un de mes vieux coolies qui me fit sortir avec ma mère et mes petits frères, ainsi que Mme Slooteman et son fils.

Nous nous échappâmes vers l'ouest, mais nous fûmes repérés par des soldats du TRI en retraite. Ayant appris que nous serions mis à mort cette même nuit, nous prîmes la fuite à la faveur de l'obscurité et nous errâmes sans nourriture, jusqu'au moment où nos soldats nous découvrirent.

Les maisons dans lesquelles ces Européens furent abattus, ont toutes été complètement pillées et détruites, et du sang était répandu partout. Les cadavres furent retrouvés grâce aux traces de sang qui menaient de chaque maison aux fosses. Des petits sabots d'enfants et des vêtements ensanglantés furent découverts près de certaines tombes, et parfois les cadavres n'étaient que partiellement enterrés.

L'interrogatoire des complices a révélé que le massacre avait été préparé par les membres du Masjoemi.

Fait à Banjoewangi, le 10 août 1947

Lieutenant de réserve

H.P. E. Buys

Cdt 3 GNF XII

Sous-lieutenant

W.I.V.D. Vien

Cdt 3ème Pel 3 TNE XII

Certifié conforme

M. W. van't Hof

Sous-chef du "Service secret général"

D. LETTRE DE LA COMMUNAUTE INDIENNE DE MEDAN ACCOMPAGNEE D'UN  
RAPPORT SUR LES INDIENS ET LES CHINOIS VIVANT SUR LA COTE  
ORIENTALE DE SUMATRA .

Medan, le 11 août 1947

Au Dr. J.J. Van de Velde  
Conseiller du Gouvernement pour les affaires  
politiques de Sumatra  
Soekamoëlia,  
Medan

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous faire parvenir des exemplaires d'un  
rapport envoyé ce jour par avion par la communauté hindoue de Medan au  
Gouvernement de l'Inde, décrivant le sort des Hindous et des Chinois  
aux mains d'éléments indonésiens irresponsables, sur la côte orientale  
de Sumatra.

Nous serions très heureux si vous vouliez transmettre un exemplaire  
de ce rapport à Son Excellence le lieutenant gouverneur général des  
Indes néerlandaises à Batavia.

Veuillez agréer etc.

Ranjit Singh  
Président du  
Comité Surdwara Panbandhak  
Kesawan 42  
MEDAN

Certifié conforme : E. VIETNER  
Contrôleur des Indes néerlandaises  
Administration intérieure

\* Original anglais.

Medan, Côte orientale de Sumatra

9 août 1947

Au Pandit Jawaharlal Nehru,  
Ministre des Affaires extérieures et des Relations du Commonwealth  
Gouvernement de l'Inde,  
Delhi, Inde.

Excellence,

Les soussignés ont jugé nécessaire de vous adresser cette pétition pour vous expliquer le sort misérable des Hindous de Sumatra depuis 1942, et particulièrement depuis 1946.

On évalue à 15 ou 20.000 environ la population indienne, c'est-à-dire les originaires de Madras, les Sikhs, les Hindous et les musulmans qui se sont établis dans différentes régions de Sumatra depuis 50 à 60 ans. Beaucoup d'entre eux possèdent des biens immeubles dans des grandes villes comme Medan, Siantar et Padang.

Dès l'invasion japonaise de Sumatra, ils ont été persécutés sans merci et beaucoup d'entre eux se sont vu enlever de force, ou sous la menace de souffrances physiques et de tortures, leur argent, leurs bijoux et leurs marchandises. Evidemment, on était en guerre et force nous a été de nous soumettre avec calme.

Dès la fin des hostilités, en 1945, nous nous sommes dits que la situation allait s'améliorer et que la vie redeviendrait bientôt normale, mais le mouvement d'indépendance indonésien, calqué sur le modèle fasciste est devenu puissant; l'anarchie et le désordre ont remplacé la paix et l'ordre. Pour être franc, les forces d'occupation britanniques et hollandaises auraient dû employer une main de fer pour réprimer cette anarchie et ce désordre, mais au contraire, elles se sont montrées totalement incapables de ramener les Indonésiens à la raison.

Les Indonésiens ont immédiatement soupçonné les paisibles populations hindoue et chinoise de sympathie pour les Hollandais et de sentiments anti-indonésiens. Aidés par les Kompotai japonais (Police militaire japonaise) qui leur servaient de meneurs et de conseillers, ils se sont mis de tous côtés à enlever les Hindous et les Chinois. A Medan surtout et dans ses environs, à Padang, Palembang et Siantar, il ne se passait pas de jour sans assassinat brutal et sans incendie, tant et si bien que les Hindous et les Chinois ne savaient plus que faire et tremblaient en attendant leur fin tragique.

Ces Indonésiens se sont organisés en bandes qui se donnent des noms étranges tels que : Dragon volant, Tête de buffle, Meute de loups, Bande du tigre, Groupe de l'éléphant, etc... et infestent la campagne et les bois au voisinage des grandes villes. Ils ont leur Gestapo et leurs services de renseignements qui travaillent activement. De riches Chinois et Hindous et même de pacifiques Indonésiens ont été enlevés, leurs maisons pillées et brûlées; et eux-mêmes ont été torturés de la manière la plus cruelle, comme cela ne s'est plus vu depuis mille ans.

Certains Chinois et Hindous qui en avaient les moyens, ont quitté le pays définitivement, mais des milliers d'autres n'ont pas pu émigrer pour la simple raison qu'ils ne pouvaient pas disposer de leurs biens immeubles : maisons, terres, et bétail. Les Hindous sont surtout soit des propriétaires de troupeaux, soit des propriétaires terriens, soit des ouvriers agricoles. Les propriétaires de troupeaux pouvaient difficilement s'installer dans les villes où il n'y a pas de pâtures; ils étaient donc forcés de rester dans les environs de Medan ou des autres grandes villes. Qu'ont fait ces bandes errantes d'Indonésiens? Ils ont intimidé les Hindous; moyennant une vache ou un veau, ils se tenaient tranquilles pour un certain temps; mais les bandes de voleurs se multipliaient à tel point que le pauvre marchand de lait hindou, journellement persécuté, finissait non seulement par perdre toutes ses vaches, mais par être enlevé lui-même avec toute sa famille, traité sans merci, et maintenu captif malgré les rançons offertes pour sa libération.

La brutalité de ces Indonésiens défie toute description. Le Gouvernement indonésien a mis sur pied le TRI mais n'a pu mettre un frein à l'activité de ces bandes de voleurs. Le TRI est absolument inutile et impuissant car il manque de coordination et de discipline, de sorte qu'il existe de nom seulement et ne fait rien pratiquement.

Journellement ces bandes de voleurs deviennent plus puissantes, car elles sont rejointes par tous les vauriens et les criminels endurcis qui se mettent à leur tête.

Sous prétexte de révolution sociale, ces bandes ont arrêté ou enlevé presque tous les membres des familles royales de leur propre peuple; et pour la seule raison qu'ils appartenaient à la famille royale, on les a coupés en pièces et laissé mourir de mort lente. Les palais royaux furent entièrement pillés et les bâtiments mis à feu afin de supprimer toute trace des assassinats.

Pendant que les forces d'occupation britanniques et hindoues étaient à Sumatra, plusieurs Hindous ont été enlevés et à ce jour on n'a aucune nouvelle de plusieurs d'entre eux. Lorsqu'on s'adresse au Gouverneur de Sumatra ou à certains hauts fonctionnaires de son cabinet, ils haussent les épaules et déclarent que l'enlèvement ou le pillage en question n'a pas été commis par les républicains mais par des bandes de voleurs et d'anarchistes sur lesquels ils n'ont aucun contrôle.

Plusieurs Hindous qui travaillaient avec les forces hindoues et britanniques comme interprètes ou comme manoeuvres, et d'autres qui se trouvaient habiter Medan ou qui s'y étaient rendus pour un motif urgent, ont été enlevés, torturés et froidement abattus, et leurs maisons ont été pillées. Certains sont revenus après avoir été contraints de vivre dans les endroits les plus infects et après avoir été soumis aux traitements les plus abjects. C'est par eux qu'on a connu certaines histoires tragiques d'assassinats froidement perpétrés. Que faisaient-ils, ces Indonésiens, avant de mettre le feu aux maisons des Hindous et des Chinois ou à des villes ou à des villages entiers? Eh bien, les événements de ces trois dernières semaines nous l'ont révélé. Sous menace de mort si les habitants résistaient, les magasins et les maisons étaient d'abord pillés, puis la famille entière était forcée de rentrer dans sa maison ou dans son

magasin, les portes étaient verrouillées ou clouées, puis on mettait le feu au pâtre de maisons, ou à des rangées entières de maisons; et devant les clameurs et les prières des occupants, ces futurs maîtres de l'Indonésie se contentaient de rire.

Parfois, les malades dans les hôpitaux étaient abandonnés à leur sort et on les laissait mourir tandis que tout le village était mis à feu.

Dans certaines parties de Toomboeng, Brestagi, Kwala Begoemit, Kaban Djahe et Siantar, les Indonésiens ont fait tous les jours, couler à flot le sang d'innocents Chinois, Hindous et même Indonésiens. Depuis deux ans, le Gouvernement Soekarno contemple le spectacle en spectateur indifférent, mais en même temps, il crie haro sur les Hollandais, clamant que seuls les Indonésiens sont maîtres de l'Indonésie et il dupe le monde extérieur auquel il donne de fausses nouvelles au lieu de faits que le monde devrait connaître pour pouvoir ensuite agir en arbitre.

Nous autres Hindous, nous ne voulons pas prendre parti pour les Hollandais ni déblatérer contre les Indonésiens, mais nous sommes obligés d'admettre que les Hollandais ont eu beaucoup de patience et ont fait l'impossible pour arriver à un arrangement tel que les Indonésiens puissent exercer leur gouvernement "de facto" tout en restaurant la paix et l'ordre dans leur pays.

La situation des Chinois et des Hindous était particulièrement précaire à Medan car, s'ils sortaient de la ville ils devenaient la proie des bandes de voleurs indonésiens, et si par contre ils y restaient, ils se voyaient dans l'impossibilité d'obtenir un minimum indispensable de nourriture, car les Indonésiens avaient arrêté tout le ravitaillement en riz et en légumes et même coupé l'eau amenée du réservoir des collines de Sibolangit.

Révenons sur ce point un instant : les Hindous en 1945, quand les Japonais déposèrent les armes, avaient leurs champs de riz sur les hauteurs,

à dix ou douze milles de la ville de Medan; certains d'entre eux comptaient uniquement sur leurs récoltes pour faire face à l'année 1945-1946, car ils n'avaient rien d'autre pour vivre, mais les chefs indonésiens du pays, au lieu de permettre aux Hindous de prendre possession de leurs récoltes bien méritées, s'emparèrent des champs, si bien que très peu d'Hindous purent engranger plus d'un dixième de leurs récoltes, cela d'ailleurs en exposant leur vie et au risque de perdre leurs biens.

Depuis les trois dernières semaines, des centaines de réfugiés chinois et hindous sont amenés à Medan par les Hollandais et rapportent des histoires effrayantes sur les traitements que les Indonésiens extrémistes, surtout les Bataks, Achineséens et Mandailings, leur ont fait subir. Aux environs de Medan, à quatre milles à peine de la ville, il y a quelques jours seulement, se posant en justiciers, ces terroristes, parce qu'ils ne pouvaient pas tenir tête aux Hollandais qui avaient enfin décidé de nettoyer la contrée, assassinèrent froidement six femmes chinoises et deux jeunes filles hindoues et des actes similaires ont été commis par d'autres dans diverses régions de Sumatra. Ils ont tué des petits enfants devant leur mère, violé des jeunes filles et converti de force des Chinois au mahométisme.

De plus, chacun a pu voir que, de tous les villages ou villes d'où les Indonésiens se sont retirés, ils ont emmené de force les pauvres villageois, pillé et incendié les habitations de ceux qui refusaient de les suivre, brutalisé les hommes, les femmes et les enfants. Après quelques jours, on a vu les pauvres villageois qui furent forcés de les accompagner, revenir affamés, à moitié nus, complètement épuisés et sans argent, après avoir traversé plusieurs jungles.

Nous pensons que la brusque décision des Hollandais est des plus salutaires non seulement pour les étrangers (Chinois et Hindous) mais même pour des milliers d'Indonésiens car nous avons fait cette constatation que les gens des villages et des villes qui avaient subi le régime sans

frein de ces diverses bandes, non seulement vivaient dans la terreur de perdre la vie mais étaient absolument sans ressources et qu'ils étaient atteints de toutes sortes de maladies tropicales. Pour vêtements ils devaient employer des sacs; tout le riz qu'ils plantaient leur était enlevé par les bandes et ils en étaient réduits à manger du tapioca et des ignames. Les personnes qui habitent dans les villes et les villages libérés par les Hollandais jouissent de nouveau en sécurité de la vie et de leurs biens; ils ont des vêtements, de la nourriture, reçoivent des soins médicaux, et, surtout, disposent d'un bon système sanitaire.

Les armées du gouvernement indonésien, le TRI semblent être dépourvues d'armes, mais les "Dragon volant" et autres bandes volantes semblent en avoir au contraire, soit des armes qu'utilisaient des Japonais, soit des armes introduites en fraude de Singapour. Ici, ces maraudeurs se composent surtout de gens des hautes terres de la côte orientale; les Bataks, tribu sanguinaire à demi-civilisées, et les Achinesiens fanatiques qui croient que de tuer un kafir, c'est comme de faire du petit bois.

Les atrocités que nous venons de décrire ne constituent qu'une fraction du très grand nombre de celles qu'ont commises les maraudeurs indonésiens et nous croyons qu'à part quelques indonésiens de Java, intelligents et instruits; on ne compte dans les autres îles que très peu d'indigènes qui puissent faire honneur à leur pays. Leur conduite envers les étrangers prouve qu'ils sont bien en-dessous des êtres humains et guère supérieur à des animaux car, par leur opposition aux Hindous et aux Chinois, ils ont simplement réussi à s'aliéner leur sympathie. C'est pourquoi il répugne profondément aux Hindous et aux Chinois habitant les Indes orientales néerlandaises que les Indonésiens en appellent à Votre Excellence pour que vous les souteniez devant le monde international contre les Hollandais chrétiens. Nous ne pouvons nous empêcher de dire ici

que certain geste inconsidéré du Gouvernement de l'Inde contre les Hollandais pourraient rejaillir sur les Hindous, qui sont dispersés dans toute l'Indonésie. Cela pourrait leur faire du tort du point de vue économique, social et politique.

Nous pensons que la radio et les fonctionnaires indonésiens ont grandement faussé les faits devant la plupart des pays étrangers, et surtout de l'Inde, et nous recommandons vivement au Gouvernement de l'Inde d'envoyer en Indonésie une commission qui examinera leurs faits et gestes avec soin et impartialité, et pourra alors établir jusqu'à quel point le gouvernement indonésien a agi avec équité envers tous les étrangers qui ont contribué à créer dans leur pays une prospérité si grande dans le bref laps de 60 ans à peine.

Nous vous transmettons le salut des Hindous de Sumatra

et nous sommes, de Votre Excellence,  
les très loyaux sujets,

1. Ranjit Singh (pour le Président) Comité du Gurdwara Parbandak, Medan.
2. Wali Mohamed, représentant de l'U.P. et du C.P. Medan.
3. Abdul Majid, représentant de la communauté mahométane, Medan.
4. Gurcharan Singh, secrétaire de l'Association des marchands hindous, Sumatra.
5. Bahadar Singh, membre hindou de la Croix-rouge, Medan.
6. Sawdagar Singh, membre du comité consultatif près le consul HBM, Medan.

Copie certifiée conforme

E. Witner.  
Contrôleur, I.N. Administration intérieure.

E. ORDRE DU COMMANDANT REPUBLICAIN DE LA ZONE DE MADURA  
CONCERNANT LA MISE EN LIBERTE DES CRIMINELS DETENUS\*

V. 3711 - Secret

Ordre No 49

- I. Dès que l'ennemi a occupé une certaine région, la prison locale doit être ouverte.
- II. Nous devons amener les prisonniers libérés à exécuter pour nous des actes de terrorisme contre les troupes ennemies d'occupation.
- III. Les prisons doivent être complètement détruites. A ce sujet, il il faudra entrer directement en contact avec les commandants régionaux des sous-secteurs (chefs de bataillon).
- IV. Fin de l'ordre.

Cet ordre a été envoyé aux autorités suivantes :

1. Les chefs des prisons de Pamekasan, Bangkalen, Sampang et Soemenep.
- Une copie a été adressée :
2. Aux commandants des sous-secteurs 1 à 6 inclus.
  3. Au C.S. régiment 35.

Promulgué le 23 juillet 1947, à 10 heures,  
par le Commandant territorial de Madura.

(signé) : Chandra Hasan

(Lieutenant-colonel R. Chandra Hasan)

Porte le sceau du 35ème régiment, VIème division TRI.

\* Original malais : un photostat est conservé dans les archives du Secrétariat.

